



## **Assemblée générale**

PROVISOIRE

A/41/PV.61  
18 novembre 1986

FRANCAIS

### **QUARANTE ET UNIEME SESSION**

#### **ASSEMBLEE GENERALE**

#### **COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 61e SEANCE**

Tenue au Siège, à New York,  
le vendredi 7 novembre 1986, à 10 heures.

<b>Président :</b>	<b>M. CHOUDHURY</b>	<b>(Bangladesh)</b>
<b>Puis :</b>	<b>M. MOUSHOUTAS</b> <b>(Vice-Président)</b>	<b>(Chypre)</b>

#### **Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain [33] (suite)**

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid
- b) Rapports du Secrétaire général
- c) Rapport de la Commission politique spéciale
- d) Projets de résolution

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN :

- a) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID (A/41/22 et Add.1 et Add.1/Corr.1);
- b) RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (A/41/506 et Add.1 à 3, A/41/638, A/41/690);
- c) RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/41/779);
- d) PROJETS DE RESOLUTION (A/41/L.24, A/41/L.25 et Corr.1, A/41/L.26 et Corr.1, A/41/L.27 à A/41/L.31)

M. KORHONEN (Finlande) (interprétation de l'anglais) : La condamnation de l'apartheid en tant que création intolérable et inhumaine de la minorité blanche sud-africaine est devenue universelle et des couches de plus en plus larges de la communauté internationale exigent sa totale élimination. L'action et l'inaction du Gouvernement sud-africain prouvent nettement que ce dernier ne comprend pas la nécessité urgente de changement. Récemment, des réformes de façade nous ont été proposées, promesses d'une évolution future. Ces derniers temps, tout ce que les dirigeants sud-africains ont proposé, c'est la réinstitution de l'état d'urgence, qui s'étend maintenant à tout le pays, le black-out sur les nouvelles sous prétexte de censure de la presse et des moyens d'information. Que faut-il conclure de ce mépris arrogant de l'opinion mondiale? Quelles autres propositions et solutions la communauté internationale peut-elle encore présenter à un gouvernement aussi réticent? Les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Afrique du Sud sont d'un type exceptionnel et les mesures que devrait prendre chacun d'entre nous, individuellement et collectivement, et appliquer résolument, doivent être exceptionnelles également, afin de convaincre une fois pour toutes le régime sud-africain d'abolir l'apartheid sans retard.

La Finlande a demandé que des mesures obligatoires soient imposées par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte, en tant que moyen le plus efficace d'amener un changement pacifique dans le pays. Même si le climat international s'est modifié et même si les pressions dans ce sens se sont accrues, les sanctions ne se sont pas encore révélées applicables.

Nous insistons auprès des membres permanents du Conseil de sécurité, qui, par le recours ou la menace du veto, s'opposent à l'imposition de sanctions, de revoir soigneusement leur position. Un certain nombre de mesures nationales, régionales

M. Korhonen (Finlande)

et intergouvernementales ont été prises récemment, qui vont dans le bon sens. Il faut espérer que, dans l'attente de sanctions obligatoires, ces mesures trouveront leur place dans les résolutions du Conseil de sécurité en tant que recommandations, encourageant ainsi tous les pays à s'y conformer.

Les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale au sujet d'une action internationale concertée en vue de l'élimination de l'apartheid constituent une base solide et utilisable de pression internationale. Cette année, la Finlande, représentant les pays nordiques, a collaboré avec les pays africains et le Comité spécial contre l'apartheid à la rédaction d'un projet de résolution sur une action concertée contre l'apartheid. Nous espérons que le plus large appui possible sera accordé à ce texte, qui s'efforce de combiner les éléments d'une action concertée contre l'Afrique du Sud acceptable pour tous sans sacrifier l'efficacité et l'impact de la résolution.

Les pays nordiques ont appliqué toutes les recommandations précitées des Nations Unies. En outre, dès 1978, ils ont adopté un programme d'action nordique conjoint contre l'apartheid. En octobre 1985, ce programme a été revu et élargi par les Ministres des affaires étrangères des pays nordiques. Ma délégation estime que les mesures contenues dans le nouveau programme élargi - qui constitue à notre avis, un stade d'un processus dynamique continu - sont un exemple pour tous les autres pays. Nous leur demandons instamment d'adopter des mesures similaires, de façon à accroître la pression internationale sur le Gouvernement sud-africain.

La Finlande a mis en oeuvre, au plan national, toutes les mesures qui ont fait l'objet d'un accord entre les pays nordiques. Les relations commerciales, économiques et culturelles - déjà minimes - que la Finlande entretient avec l'Afrique du Sud ont été frappées durant ces derniers mois de nouvelles restrictions. Au niveau gouvernemental, nous avons institué une nouvelle loi sur des mesures contre l'Afrique du Sud, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1986 et qui restreint encore plus nos relations commerciales et économiques avec ce pays. Aujourd'hui, il n'y a pratiquement aucun commerce entre la Finlande et l'Afrique du Sud.

M. Korhonen (Finlande)

La communauté internationale a la responsabilité particulière d'accroître son soutien moral et matériel aux victimes de l'apartheid. L'un des éléments essentiels de la coopération en expansion rapide avec les pays voisins et les Etats de première ligne, dans le cadre de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe, est l'accroissement de leur puissance économique et la réduction de leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Si l'Afrique du Sud devait recourir à des représailles contre les pays voisins - et, comme on le sait, un certain nombre de mesures de ce genre ont déjà prises -, il serait de la responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale de prendre les mesures qui permettraient d'en atténuer les effets. L'argument selon lequel les sanctions auraient pour effet d'augmenter les épreuves des Noirs d'Afrique du Sud, de Namibie et des Etats voisins, ne saurait constituer un prétexte valable.

Cette année en particulier, la Finlande a accru sa contribution au Fonds des Nations Unies pour l'Afrique australe, dont elle est le principal contribuant. L'aide humanitaire que nous fournissons directement aux mouvements de libération, principalement à l'African National Congress (ANC) et à la South West Africa People's Organization (SWAPO), s'est également accrue de façon substantielle. Cette tendance devrait se poursuivre dans l'année à venir.

Le malaise de l'Afrique du Sud, l'apartheid, a été dépeint une nouvelle fois avec beaucoup d'exactitude et de façon approfondie dans le rapport établi par le Comité spécial contre l'apartheid sous la direction compétente de son président, M. Joseph N. Garba, du Nigéria. Les conclusions de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud, qui s'est tenue à Paris en juin dernier, concordent avec ce rapport. Les Nations Unies - l'Assemblée générale comme le Conseil de sécurité - ont maintenant pour tâche de convenir d'un traitement efficace qui éliminerait complètement la maladie de l'apartheid de la surface de la terre.

M. DOS SANTOS (Mozambique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, bien que le Ministre des affaires étrangères de mon pays vous ait déjà félicité de votre élection à vos hautes fonctions de Président de la

M. Dos Santos (Mozambique)

quarante et unième session de l'Assemblée générale, comme c'est la première fois que je prends la parole à la présente session, je ne saurais manquer de rendre hommage à la manière dont vous dirigez nos travaux.

Au nom du Gouvernement de la République populaire du Mozambique, je voudrais exprimer ma sincère reconnaissance à toutes les délégations ici présentes pour le réconfort et la sympathie qu'elles nous ont manifestés à l'occasion de l'accident tragique qui a coûté la vie à notre président bien-aimé, Sa ora Moises Machel. Sans leur soutien, notre douleur et notre peine auraient été bien difficiles à supporter; sans elles, le chagrin qui s'est abattu sur nous aurait été plus lourd encore. Je les remercie de leur soutien et de leur solidarité, au moment où nous nous employons à transformer notre douleur en une force redoublée et en une ferme volonté de défendre notre indépendance, notre souveraineté et notre intégrité territoriale.

M. Dos Santos (Mozambique)

J'ai le grand plaisir d'annoncer que le Comité central a élu S. E. M. Joaquim Alberto Chissano, Président du Parti Frelimo et par conséquent, Président de la République populaire du Mozambique. C'est à lui qu'incombe la responsabilité de diriger le parti et le peuple sur la voie de l'édification de la société dont nous rêvons, le rêve de Samora Machel, le rêve de Mondlane. C'est à lui que revient la tâche noble et historique de reprendre le flambeau de Samora Machel pour poursuivre le combat contre nos ennemis. C'est vers lui que nous nous tournons tous afin qu'il nous guide, qu'il nous redonne courage et confiance et qu'il soit source d'inspiration car, comme Machel, S. E. M. Chissano a grandi et s'est épanoui au sein de notre lutte pour l'indépendance nationale. Avec lui, le peuple mozambicain continue de progresser sur la voie de la paix, de défendre sa patrie et de consolider son indépendance.

L'Assemblée générale est une fois encore saisie de la question de la politique d'apartheid du régime sud-africain. Mon expérience des débats sur cette question et les pratiques des Nations Unies qui nous sont familières m'autorisent à prévoir ainsi le scénario des débats de cette année.

Des déclarations seront faites, beaucoup ont certainement déjà été prononcées, condamnant le régime de l'apartheid pour sa politique inhumaine et barbare. Comme d'habitude, le ton de ces condamnations variera selon la nature de l'engagement de leurs auteurs à l'égard de la lutte pour l'élimination de l'apartheid : tantôt ferme, efficace et authentique, tantôt rituel ou de pure forme.

Nous allons certainement entendre de nouvelles déclarations d'intention de la part de certains gouvernements qui envisagent de prendre certaines mesures sans préciser quand. Certains gouvernements rappelleront à l'Assemblée les mesures qu'ils ont prises à l'encontre du régime. Bien entendu, ils s'en féliciteront et encourageront à prendre de nouvelles mesures efficaces.

L'Assemblée réprouvera bien entendu la collaboration constante avec le régime de l'apartheid de certains gouvernements, Etats Membres de notre organisation, ainsi que le soutien qu'ils lui apportent. A la fin du débat, des projets de résolution seront présentés au titre de ce point et l'Assemblée générale devra se prononcer à leur égard. L'écrasante majorité votera pour ces projets de résolution, quelques-uns s'abstiendront sur tel ou tel projet de résolution et un groupe totalement isolé votera contre certains d'entre eux.

M. Dos Santos (Mozambique)

Inutile de dire que nous entendrons des explications de vote, soit avant, soit après le vote. Nous entendrons les éternels conseils consistant à dire : non à la violence, non à l'énoncé de faits ou, plus exactement, de faits mentionnant ceux qui collaborent avec le régime, etc. On nous dira que le régime de l'apartheid est en pleine métamorphose, qu'il est en train de se réformer.

Ce scénario, nous l'avons vu se répéter maintes et maintes fois. Voilà bientôt 10 ans, 20 ans ou plus que nous en sommes les spectateurs.

Après avoir essayé de dépeindre le scénario du débat sur la politique d'apartheid au cours de cette quarante et unième session de l'Assemblée générale, j'aimerais me tourner maintenant vers l'Afrique du Sud afin de voir ce que le régime a fait pendant que nous siégeons ici, d'une session à l'autre, pour débattre et adopter des résolutions successives sur l'apartheid. Autrement dit : quel a été l'impact de nos décisions et résolutions sur le régime de l'apartheid?

Nous connaissons depuis bien longtemps déjà la question de l'apartheid. Essayer de revenir à ce passé lointain ou de décrire comment le régime raciste a réagi à nos résolutions, déclarations et à nos appels, ne serait pas très utile en cet instant. Je m'en tiendrai donc à la période qui s'est écoulée entre la quarantième session de l'Assemblée générale et la session actuelle.

La quarantième session de l'Assemblée générale a adopté neuf résolutions sur ce point.

Au cours de l'année 1986, deux conférences d'une importance particulière se sont tenues respectivement à Paris et à Vienne. Une session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à la Namibie, a eu lieu. La Conférence mondiale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, qui s'est tenue en juin, a adopté une importante déclaration. Un document tout aussi important a été adopté à la fin de la Conférence internationale sur l'indépendance immédiate de la Namibie.

Toutes ces résolutions et déclarations peuvent se résumer en une condamnation sans équivoque du système de l'apartheid, en Afrique du Sud, pour sa politique nazie, et en une demande d'abolition immédiate du système de l'apartheid.

Comment ce régime a-t-il réagi à cette persuasion? Examinons les faits.

En mai 1986, le régime a accompli un nouvel acte d'agression et de déstabilisation contre des Etats voisins. Le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe ont subi des raids. Il convient de noter que ces actes se sont produits au moment

M. Dos Santos (Mozambique)

précis où des hommes et des femmes d'honneur, le Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, se trouvaient en Afrique du Sud pour une mission de bons offices destinée à trouver une solution pacifique aux problèmes de la région. Le 5 juin 1986, le port de Namibé, en Angola, a été attaqué. Des délégations se rappelleront que, l'année dernière, le régime de l'apartheid a tenté de saboter les installations pétrolières de Cabinda, en Angola, et a envahi le Botswana.

En juin 1986, le régime a imposé de nouveau l'état d'urgence en Afrique du Sud. L'état d'urgence, on le sait, signifie littéralement que la police, y compris la police ferroviaire, les forces armées et tout civil blanc sont dotés du pouvoir d'arrêter, de détenir, de torturer et de tuer les adversaires du régime. Ces mesures incluaient également une disposition qui interdisait à la presse de rapporter des événements qui se déroulaient à l'intérieur du Territoire. Ceci a eu pour effet, comme on pouvait s'y attendre, d'accroître la fréquence des arrestations brutales, les tortures et les massacres de personnes innocentes et sans défense.

Aujourd'hui, alors que nous sommes réunis ici, l'état d'urgence est toujours en vigueur en Afrique du Sud et continue de faire de nombreuses victimes innocentes. Les déplacements forcés vers des terres arides et pauvres ont été poursuivis avec une très grande vigueur. La police et les forces armées tirent au hasard sur des manifestants pacifiques et sur les personnes qui vont enterrer les victimes de la terreur génocide de l'apartheid. Les escadrons de la mort soutenus par le régime et les vigiles opèrent en Afrique du Sud, tuant et terrorisant la population.

L'Afrique du Sud a intensifié ses actes d'agression et de déstabilisation contre les pays de la région. Le régime a en outre multiplié ses actes de terrorisme en utilisant des bandits armés qu'il a formés, équipés, financés et qu'il commande. Des hordes de bandits et de mercenaires ont été envoyées dans mon pays et en Angola.

Ces bandits sèment aveuglement la mort, les souffrances et la misère dans nos pays. Ils détruisent les infrastructures économiques et sociales.

Le régime a ouvertement imposé des sanctions économiques contre les pays de la région et s'est efforcé de supprimer la Conférence de coordination et de développement de l'Afrique australe.

M. Dos Santos (Mozambique)

Ces faits et d'autres sont la preuve manifeste que le régime d'apartheid ne respecte absolument pas les décisions et résolutions adoptées par l'Organisation ou d'autres instances internationales. Mais ceci n'est pas une découverte pour nous. En effet, depuis bien des années déjà, il a été dit à bon droit que le régime était un hors-la-loi international, que sa politique et ses pratiques constituaient un crime contre l'humanité et une menace pour la paix et la sécurité internationales. La suspension de la participation de l'Afrique du Sud aux Nations Unies en est, du reste, l'illustration.

(M. Dos Santos, Mozambique)

Il semblerait donc que l'Assemblée se voit mise au défi de faire en sorte que ses décisions acquièrent quelque pertinence pour le régime de l'apartheid. En effet, aussi justes et à grande portée qu'elles soient, elles n'aboutiront pas aux résultats souhaités à moins que nous ne veillions à ce qu'elles soient pleinement mises en oeuvre et respectées.

Comment les Nations Unies s'y prennent-elles pour venir à bout de ces difficultés, en particulier en ce qui concerne les questions de la Namibie et de l'Afrique du Sud? Il semble là que ce soit la question essentielle que nous devrions traiter d'urgence. C'est la direction dans laquelle nous devrions faire travailler notre intelligence, nos forces, notre imagination et notre ingéniosité.

La tâche fondamentale des Nations Unies, soit de préserver les générations futures du fléau de la guerre, est d'une telle amplitude, a un caractère tellement noble et vital pour l'humanité, que les Nations Unies ne peuvent se permettre de tomber en désuétude là où elles sont le plus nécessaires.

Le régime de l'apartheid, ce nazisme de notre temps, menace de provoquer un conflit aux conséquences imprévisibles. Les terroristes - recrutés, entraînés, organisés, dirigés, financés, équipés et transportés par l'Afrique du Sud - attaquent les Etats de première ligne et, notamment, mon pays, le Mozambique, ainsi que la République populaire d'Angola. Ils massacrent nos compatriotes; ils pillent, ils ravagent, ils brûlent nos villages, nos maisons, nos écoles, nos hôpitaux, nos églises, nos mosquées, nos bus et nos trains; ils sabotent nos voies ferrées, nos routes, nos barrages et nos ponts.

Au cours des dernières semaines, le régime raciste a lancé une campagne d'accusations et de menaces contre la République populaire du Mozambique et a concentré ses forces le long des frontières de mon pays et du Zimbabwe. Des commandos se sont également infiltrés au Mozambique pour y perpétrer des actes de banditisme et de terrorisme. C'est dans ces circonstances que notre bien-aimé président a trouvé une mort tragique et prématurée.

La communauté internationale, surtout les Nations Unies et leurs Etats Membres, peuvent contribuer à renverser la situation en Afrique australe, s'ils sont bien décidés à le faire. C'est dans cet esprit que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de première ligne, réunis à Maputo le 12 octobre 1986, ont lancé un appel pressant aux peuples et aux gouvernements du monde, plus

(M. Dos Santos, Mozambique)

particulièrement aux membres du Conseil de sécurité, et surtout à ses membres permanents, aux membres de la Communauté économique européenne, au Mouvement des pays non alignés et à l'Organisation de l'unité africaine, pour qu'ils emploient tous les moyens dont ils disposent pour préserver la paix en Afrique australe et pour empêcher l'Afrique du Sud de nous entraîner vers une guerre généralisée. Je crois que le moment est venu pour notre organisation de répondre à cet appel, dans le cadre des buts et des principes de la Charte. Cette réponse devra être vigoureuse par sa nature, mondiale par sa portée et urgente quant au choix du moment.

Trop de sang a coulé sur les terres de l'Afrique australe. Le peuple de Namibie a dû consentir des sacrifices indicibles, allant jusqu'à la mort, pour la libération de sa mère patrie. En Afrique du Sud, le sang continue de couler. C'est le sang des peuples opprimés qui sont massacrés parce qu'ils réclament leurs droits inaliénables - le droit à l'égalité, à la liberté, à la justice et à la démocratie; le droit de participer à l'édification du destin de la patrie; le droit d'être reconnus et traités en tant qu'êtres humains. Dans la région en général, le sang coule aujourd'hui parce que l'Afrique du Sud mène une guerre non déclarée contre les pays voisins, en particulier contre l'Angola et le Mozambique.

Nous avons dit et redit que seul le régime de l'apartheid - et lui seul - est responsable de ce qui se passe sur ce territoire. Le régime de l'apartheid a choisi la voie de la terreur. Il en récolte maintenant les fruits. Les peuples d'Afrique du Sud ne craignent plus désormais l'appareil de répression du régime. Les mains nues, ils marchent au devant de la police et de l'armée. Ils refusent d'être traités en étrangers dans leur propre pays. Ils refusent d'être parqués dans des décharges, dans ces réserves que sont les bantoustans. Le régime ne peut plus venir à bout de la situation critique, instable, en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est devenue ingouvernable et incontrôlable. Plus le régime multiplie les actes de génocide, plus il renforce la fureur et la résolution des peuples et leur haine de l'apartheid.

La solution au problème de l'Afrique du Sud doit venir de l'Afrique du Sud même, et cette solution consiste en l'abolition totale du système de l'apartheid, cause fondamentale de la situation qui existe dans le territoire. Ni les massacres de la population noire, ni les attaques directes et indirectes déchaînées contre

(M. Dos Santos, Mozambique)

les pays de première ligne, ne sauveront le régime. Aucune puissance ni aucune force au monde ne saurait endiguer la détermination du peuple de l'Afrique du Sud de se libérer de la tyrannie et du génocide de l'apartheid.

La paix est notre unique objectif. C'est pourquoi nous avons maintes et maintes fois réaffirmé notre désir et notre résolution d'oeuvrer ensemble pour édifier une Afrique australe libre, où tous les peuples, quelles que soient leurs différences, puissent coopérer à la construction d'une prospérité commune. Nous rêvons d'une Afrique australe libérée de l'apartheid, du racisme et du colonialisme, des conflits, de la violence et de la destruction. Nous voulons que notre région s'affirme comme un modèle de paix. Nous ne voulons pas que l'Afrique australe ou notre continent soit une source de conflit armé. Nous ne voulons pas, notamment, être ceux qui provoqueront un affrontement à l'échelle mondiale.

Notre lutte pour l'indépendance nationale a été une lutte pour réaliser la paix, parce que l'exploitation et l'occupation coloniales étaient la négation de cet objectif. Voilà pourquoi notre indépendance nous est très chère et pourquoi notre liberté nous est sacrée. La paix et la liberté sont nos idéaux pour lesquels nous luttons. Nous sommes anti-colonialistes, anti-impérialistes, anti-apartheid et nous apportons notre soutien et notre solidarité à tous ceux qui combattent ces systèmes odieux.

Tels sont les principes qui nourrissent notre solidarité et le soutien que nous avons toujours apporté à l'African National Congress of South Africa et à la South West Africa People's Organization (SWAPO), les représentants authentiques respectivement des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. Leur cause est juste et leur lutte légitime.

A luta continua.

M. URIBE VARGAS (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Le problème de l'apartheid est l'un des aspects de la situation mondiale qui prend un caractère plus tragique encore. La Colombie, depuis la création même de l'Organisation des Nations Unies, participe aux débats de l'Assemblée générale comme des institutions spécialisées afin de demander une action plus ferme contre le racisme, notamment la condamnation de l'Afrique du Sud du fait du régime discriminatoire qu'elle prétend faire survivre en dépit de l'opinion mondiale. Notre délégation a, dans de nombreuses interventions, déclaré que le respect des droits de l'homme relève du jus cogens et est, par conséquent, une règle impérative de l'ordre international.

Il est indéniable que le mépris persistant dans lequel le Gouvernement sud-africain tient les injonctions de l'Organisation des Nations Unies a aggravé la situation au point que celle-ci représente aujourd'hui une grave menace pour la paix mondiale.

Comme on l'a dit à maintes reprises, l'apartheid ne peut pas être modifié. Il doit être aboli. La communauté internationale est unanime dans le désaveu d'une pratique qui transgresse des principes universellement reconnus; qui plus est, les violences qui se produisent depuis longtemps en Afrique du Sud et qui sont en recrudescence ces dernières semaines nous montrent que la discrimination raciale est la violation la plus flagrante des principes de l'Organisation des Nations Unies et une menace pour la sécurité de l'ensemble de la région.

La seule façon d'éviter ces excès et la multiplication des violations éhontées des droits de l'homme est de mobiliser l'opinion publique dans tous les continents par le truchement des organismes des Nations Unies et des gouvernements qui la composent, afin que le rejet de l'apartheid, proclamé crime contre l'humanité, ne laisse plus place ni à la tolérance ni à des interprétations complaisantes.

Il faut souligner l'excellent résultat de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud - parrainée par l'Organisation des Nations Unies avec le concours de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des pays non alignés - qui s'est tenue, à Paris, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) au mois de juin dernier. Durant les délibérations de la Conférence, nombre de délégations ont évoqué la recrudescence de la répression massive et le nombre accru de victimes de la politique discriminatoire de Pretoria.

M. Uribe Vargas (Colombie)

Il faut noter que, sur un thème aussi délicat, la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies a pris des dispositions énergiques qui, sans conteste, ont contribué, grâce aux moyens de communication, au désaveu général dont fait l'objet la politique criminelle du régime de Pretoria.

Cependant, l'objectif fondamental de la Charte des Nations Unies ne sera pas réalisé tant que la politique de discrimination raciale ne sera pas abolie en Afrique du Sud et tant qu'il ne sera pas impossible de l'implanter sous d'autres latitudes. Notre délégation, porte-parole des aspirations démocratiques de la nation colombienne et de la répugnance que lui inspire toute forme de discrimination raciale, appuie les résolutions qui, exprimant ainsi la solidarité universelle, exigent pour l'Afrique du Sud un régime de justice et de plein respect des libertés humaines.

M. HUCKE (République démocratique allemande) (interprétation de l'anglais) : Pour commencer, qu'il me soit permis d'adresser les très cordiales félicitations de ma délégation aux délégations de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine à l'occasion de leur fête nationale, le soixante-neuvième anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre. Le 7 novembre 1917 a marqué le commencement d'une ère nouvelle pour l'humanité, une ère exempte d'esclavage, d'exploitation et d'oppression. Cet anniversaire a ainsi un rapport direct avec le point de l'ordre du jour que nous examinons actuellement.

La question de la politique d'apartheid poursuivie par l'Afrique du Sud fait, à cette quarante et unième session de l'Assemblée générale, l'objet d'un débat particulièrement vif. Les Nations Unies ont proclamé 1986 Année internationale de la paix et il convient de rappeler que la paix mondiale est indivisible.

Le foyer de conflits en Afrique australe représente une menace toujours croissante à la préservation de la paix, le trésor le plus précieux de l'humanité. La responsabilité en revient au régime de l'apartheid, qui commet des crimes en nombre croissant contre la majorité de la population, intensifie sa politique d'agression et de déstabilisation contre les Etats souverains voisins et continue d'occuper illégalement la Namibie.

M. Huckle (Rép. dém. allemande)

Chaque jour apporte des preuves nouvelles que la seule réponse du régime raciste au mouvement démocratique anti-apartheid est la violence brutale. Selon des données incomplètes, plus de 2 000 personnes sont tombées, victimes de la terreur de la police, de l'armée ou d'assassins à gages, depuis la proclamation de la prétendue nouvelle constitution. Rien qu'en 1985, plus de 200 enfants ont été tués et plus de 500 blessés.

La nouvelle imposition de l'état d'urgence à toute la nation à la veille du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto a permis à l'appareil de répression de Pretoria d'ouvrir la chasse à tous les combattants qui luttent contre le racisme institutionnalisé. Des faits impressionnants et choquants figurent dans le rapport du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, document A/41/22. A ce stade, nous voudrions remercier vivement le Comité, en particulier son président, M. Joseph Garba, représentant permanent du Nigéria, de ses efforts dévoués et constants en faveur de la lutte contre l'apartheid.

Afin de dissimuler leurs crimes, les dirigeants sud-africains vont jusqu'à employer des agents provocateurs rémunérés contre les masses populaires en révolte. En recourant à ces moyens haïssables, le régime cherche à diviser ceux qui luttent contre l'apartheid et à transformer de manière frauduleuse sa propre campagne de meurtre et de terreur en une prétendue guerre civile au sein de la population noire\*.

---

\* M. Moushoutas (Chypre), Vice-Président, assume la présidence.

M. Hucke (Rép. dém. allemande)

Or, l'opinion publique mondiale ne saurait s'y tromper. La question de la culpabilité est réglée depuis longtemps. Ce sont des crimes qui ont permis l'établissement d'un gouvernement raciste de la minorité blanche en Afrique du Sud et ce sont des crimes encore qui restent à la base de son existence anachronique jusqu'à ce jour même.

Les mesures de réforme limitées promulguées par le gouvernement Botha ne changent en rien ce fait incontestable. L'élimination des tristement célèbres pass laws et l'instauration d'une prétendue citoyenneté sud-africaine uniforme n'ont conféré aucune espèce de droits politiques à la majorité de la population. Maintenant, comme par le passé, les 25 millions d'habitants noirs de l'Afrique du Sud ont pour seul choix de vivre dans un bantoustan misérable ou dans un ghetto suburbain surpeuplé.

L'escalade de la violence en Afrique du Sud va de pair avec l'aggravation du conflit dans la région tout entière. Le terrorisme d'Etat à l'intérieur et à l'extérieur du pays, voilà la nature même du régime d'apartheid. En recourant à la violence, il cherche à arrêter ou à inverser le développement indépendant des Etats africains et à établir son hégémonie dans la région. Cette politique cause des dommages économiques aux Etats indépendants d'Afrique australe qui s'élèvent à plus de deux milliards de dollars des Etats-Unis par an, sans parler des indicibles souffrances infligées aux populations des Etats affectés par les actes d'agression.

La longue série de raids commis par l'Afrique du Sud contre ses voisins voit se multiplier les exemples. C'est la raison pour laquelle le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni plus de 30 fois depuis juillet de l'année dernière et a adopté sept résolutions. Cependant, cela n'empêche pas Pretoria de menacer à nouveau l'Angola, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe et d'autres Etats de prétendues mesures de représailles. De même, Pretoria continue d'occuper illégalement la Namibie et cherche par tous les moyens à déjouer le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie et à garder ce pays comme objet d'exploitation et tremplin de nouvelles agressions.

A la quatorzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande a expliqué notre position à ce sujet et ma délégation profitera également de l'examen du point approprié pour faire de nouveaux commentaires sur la question de Namibie.

M. Hucke (Rép. dém. allemande)

Comme je l'ai déjà dit, la situation explosive qui règne en Afrique australe menace de plus en plus la paix mondiale. C'est la raison pour laquelle trois conférences importantes se sont occupées du problème au cours de cette Année internationale de la paix : la Conférence de Paris sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, la Conférence de Vienne sur la Namibie et la session extraordinaire des Nations Unies sur la Namibie.

Elles ont dégagé tant les causes du conflit dans la région que les moyens de le régler sur la base du droit international applicable. La conclusion que ces conférences ont tirée est dépourvue de toute équivoque : le régime de l'apartheid, avec toutes ses conséquences néfastes pour les peuples de la région, ne peut rester en place que grâce au soutien de certains Etats impérialistes. Leur collaboration, comme celle des sociétés transnationales avec les racistes, se poursuit sans désespérer malgré les protestations du monde entier. La principale puissance impérialiste persiste dans sa politique de soutien à Pretoria, sous le nom d'"engagement constructif". Qui plus est, en accordant ce qui est maintenant devenu une assistance officielle aux bandits criminels de l'UNITA, elle s'efforce, avec l'Afrique du Sud, de renverser le Gouvernement légitime de l'Angola.

C'est un fait qui a incité les pays non alignés, lors du huitième Sommet de Harare, à qualifier cette politique d'acte d'agression contre l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des pays non alignés tout entier. De même, la découverte d'une coopération entre la CIA et la fonction publique sud-africaine pour espionner l'African National Congress (ANC) a provoqué une indignation légitime de la part de l'opinion publique mondiale.

Il y a une certaine unité parmi certains gouvernements impérialistes pour rejeter ce qui est devenu maintenant un mouvement mondial en faveur de l'imposition de sanctions globales obligatoires à l'encontre du régime de l'apartheid. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni, abusant de leur droit de veto, ont jusqu'à maintenant empêché le Conseil de sécurité des Nations Unies de prendre des mesures décisives à cet effet.

Etant donné la gravité de la situation, ceux qui s'opposent à ce que des sanctions globales obligatoires soient prises contre le régime de l'apartheid sont priés de réexaminer leur position et de cesser de faire opposition à ces mesures.

M. Hücke (Rép. dém. allemande)

Comme on le sait, la majorité des pays non alignés et les pays socialistes ont depuis longtemps cessé d'avoir des relations quelconques avec l'Afrique du Sud raciste. Nous constatons avec intérêt qu'un certain nombre d'Etats occidentaux ont également pris les premières mesures concrètes en vue d'isoler Pretoria. Cependant, nous ne les jugeons pas suffisantes. Pour qu'il parvienne à la victoire, il convient d'aider le peuple sud-africain, dans sa lutte de plus en plus puissante de libération nationale, en appliquant des sanctions globales, obligatoires et universellement observées contre le régime minoritaire raciste.

Lors de leur récente rencontre, en août de cette année, le Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, Erich Honecker, et le Président de l'ANC, Oliver Tambo, ont rendu hommage au courage, à la détermination, à l'esprit de sacrifice et à la force combattante croissante du peuple sud-africain opprimé qui lutte âprement pour sa liberté. Erich Honecker a déclaré que le régime inhumain de l'apartheid, hostile à la paix, devait être aboli. Ce n'est qu'alors que la politique de l'agression ouverte et du terrorisme d'Etat contre les Etats souverains africains et l'oppression brutale des peuples d'Afrique du Sud et de la Namibie pourra être surmontée et que la paix, la sécurité et la coopération, de même que le développement des peuples et des Etats de la région, pourront triompher.

Au nom de la République démocratique allemande, le Président du Conseil d'Etat a exprimé la sympathie de toute la population et le soutien qu'elle apporte à la lutte de l'ANC et de tous les patriotes du pays afin de construire une Afrique du Sud démocratique, unie et non raciale.

M. NOWORYTA (Pologne) (interprétation de l'anglais) : Qu'il me soit permis également d'exprimer toutes mes félicitations aux délégations de l'URSS, de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'Ukraine à l'occasion de leur fête nationale.

Notre débat sur la politique d'apartheid du régime raciste de Pretoria fait suite à plusieurs rencontres internationales importantes qui ont eu lieu cette année, consacrées aux problèmes africains. Citons la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique, la Conférence mondiale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, tenue à Paris; la Conférence internationale sur l'indépendance immédiate de la Namibie, tenue à Vienne, et la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la question de la Namibie. Des décisions importantes ont également été prises lors de la réunion au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare, et les conférences au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats de première ligne, tenue à Luanda et Maputo.

Le thème central de toutes ces rencontres au sommet et manifestations a été la préoccupation croissante qu'inspire l'évolution dangereuse de la situation en Afrique australe. Nous constatons dans la région une recrudescence des tensions qui, si elles ne sont pas endiguées, peuvent conduire à une explosion en Afrique du Sud et à une menace grave à la paix et la sécurité, non seulement dans les pays immédiatement voisins de l'Afrique du Sud, mais encore dans la région tout entière.

Les événements des derniers mois montrent clairement que la situation en Afrique du Sud et dans les pays voisins s'est modifiée de façon radicale. Par ailleurs, alors que non seulement la majorité de la population de la République de Sud-Afrique mais encore des peuples du monde entier - comme d'ailleurs cela a été confirmé par les conférences et rencontres internationales précitées - exigent l'élimination de l'apartheid - régime anachronique et crime contre l'humanité - le régime raciste, pour sa part, au mépris de l'opinion publique mondiale, poursuit ses répressions sanglantes de la population noire et ses attaques terroristes contre ses voisins. La terreur s'accroît à la fois en Afrique du Sud et à l'extérieur : nous avons tous été bouleversés à la nouvelle de l'augmentation du nombre des détentions, des arrestations, des disparitions, des actes de tortures et

M. Noworyta (Pologne)

des morts. C'est là la réponse du régime raciste aux aspirations justes de la majorité de la société sud-africaine et de la population de la Namibie, illégalement occupée.

Il est illusoire de croire que ce régime peut être réformé. On n'a aucune indication de ce que la collaboration avec le régime raciste, en laquelle certains partenaires occidentaux de l'Afrique du Sud placent encore de grands espoirs, pourrait mettre un terme, ou en tout cas un frein, aux pratiques criminelles de ce régime. La politique dite d'engagement constructif a échoué; les négociations du groupe de contact en ce qui concerne la Namibie ont connu le même sort; diverses tentatives de partenaires occidentaux d'influencer l'Afrique du Sud n'ont pas abouti non plus; et les sanctions sélectives introduites par certains pays occidentaux contre l'Afrique du Sud ont été accueillies par le mépris et même des menaces proférées par le régime de Pretoria.

Ces politiques se sont donc avérées inefficaces. Nous avons mis en garde, en vain, contre ces mesures. Qui plus est, ces politiques ont créé un rideau protecteur abritant le Gouvernement sud-africain des pressions de l'opinion publique. Ce rideau protecteur a permis au régime raciste de se lancer dans des mesures plus brutales et plus meurtrières encore contre sa propre société, contre ses voisins et, par le biais de la coopération économique, cela a permis de consolider l'appareil répressif. Il est grand temps que les partenaires occidentaux de l'Afrique du Sud tirent les conclusions qui s'imposent.

Il est évident que plus le régime raciste résiste aux changements, plus le combat des habitants légitimes de ce pays pour leurs droits et leurs aspirations devient plus violent. Aujourd'hui, cette lutte a pris une dimension qualitative nouvelle par son ampleur, ses objectifs, son degré d'organisation et, malheureusement, le nombre de ses victimes. Une nouvelle situation est donc apparue en Afrique du Sud dont l'issue ne peut être que le démantèlement de l'apartheid, l'octroi des droits politiques à la majorité noire et la reconnaissance des organisations qui représentent cette majorité en tant que partenaires dans les négociations avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud. Tout retard ou tout simulacre de mesures qui méconnaîtrait les exigences et l'existence du mouvement de libération, en particulier l'ANC qui,

M. Noworyta (Pologne)

depuis des décennies, est engagé dans une lutte héroïque contre l'apartheid, ne pourrait conduire qu'à des tensions accrues en Afrique du Sud, compromettre la paix dans la région et susciter des répercussions internationales dangereuses. Les partenaires occidentaux de l'Afrique du Sud, et notamment les Etats-Unis d'Amérique, ont une grave responsabilité à l'égard de l'évolution future de la situation en Afrique du Sud.

La ségrégation raciste en Afrique du Sud, sanglante et impitoyable, l'opposition de l'Afrique du Sud à l'indépendance de la Namibie, qui n'en est pas moins sanglante et brutale, et les actes de déstabilisation et d'agression à l'encontre des voisins de l'Afrique du Sud, qui se répètent constamment, en violation des normes fondamentales du droit international, représentent trois aspects indissociables de la politique de l'apartheid. Tout cela veut dire que l'évolution positive de la situation dans l'ensemble de la région dépend directement de changements politiques en Afrique du Sud et de l'élimination de l'apartheid. Cela ne sera possible que si la lutte de la population africaine pour ses droits en Afrique du Sud et en Namibie, alliée à la résistance des pays de première ligne contre l'agression, sont couplées à une pression internationale renforcée contre le régime de Pretoria. Aussi estimons-nous qu'un moyen essentiel de contraindre le régime à renoncer à ses politiques serait l'imposition de sanctions obligatoires globales contre l'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Nous avons toujours prôné de tels moyens de pression et nous avons appuyé les mesures dans ce sens adoptées par la Conférence de Paris; nous exigeons aujourd'hui leur mise en oeuvre immédiate.

Les arguments avancés par certains pays occidentaux selon lesquels les sanctions économiques sont inopportunes parce qu'elles frapperaient le peuple opprimé sont fallacieux et devraient être fermement rejetés. Le peuple opprimé, en effet, a non seulement exhorté la communauté internationale à mettre un terme à toute collaboration avec le régime raciste, mais, par son combat héroïque, il a forcé les intérêts économiques étrangers à réexaminer leur collaboration avec le régime.

La Pologne est pleinement solidaire de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie et appuie toutes les résolutions des Nations Unies visant l'abolition rapide de l'apartheid et l'élimination des tensions en Afrique australe.

M. KUTOVOY (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Aujourd'hui notre pays et les millions d'amis qu'il compte à travers le monde fêtent ce grand événement qu'est le soixante-neuvième anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre. Je voudrais, au nom des délégations de l'Union soviétique, de l'Ukraine et de la Biélorussie, dire notre reconnaissance aux délégations qui, à l'occasion de notre fête nationale, ont adressé aux délégations soviétiques des paroles cordiales, des félicitations et des vœux de nouveaux succès pour nos peuples. La profonde influence révolutionnaire de la grande révolution d'Octobre a décidé de l'orientation de tout le développement international et a permis de poser de manière nouvelle la question de la guerre et de la paix en laquelle Vladimir I. Lénine voyait dès le début du siècle la clef de voûte de "toute la politique de chaque pays du globe, une question de vie et de mort pour des dizaines de millions d'êtres humains". Il est parfaitement légitime que les peuples du monde placent leur espoir d'une paix durable et de préserver l'actuelle génération et les générations futures du fléau de la guerre dans cette nouvelle structure sociale née de la grande révolution d'Octobre et dans la politique étrangère pacifique de l'Union soviétique.

La grande révolution d'Octobre a également créé les conditions propices à la solution de nos problèmes nationaux. Elle a donné une impulsion puissante à la lutte de libération nationale, entraînant l'effondrement du système colonial. C'est à ce moment-là qu'on a vu changer radicalement la carte du monde. Des dizaines de nouveaux Etats indépendants sont devenus Membres à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Tout cela est pour nous une source de vive satisfaction.

Mais il est vrai aussi que le colonialisme et le néo-colonialisme, le racisme et la discrimination raciale continuent à défigurer la face de notre planète.

Sous sa forme la plus concentrée et la plus cynique, le racisme se manifeste dans le système d'apartheid d'Afrique du Sud où il fait partie intégrante de la structure d'Etat et du système social et pénètre la politique intérieure et extérieure du pays. Le racisme, système d'Etat, représente aussi une grave menace pour la paix et la sécurité des peuples.

M. Kutovoy (URSS)

Ce n'est pas la première fois que l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité se voient obligés d'examiner en profondeur les questions de l'apartheid en Afrique du Sud. Ce n'est pas la première fois que sont adoptées des résolutions condamnant le régime d'apartheid et exigeant son éradication. Si, aujourd'hui, le régime de l'apartheid reconnu par la communauté internationale comme un crime contre l'humanité continue d'exister, si l'on voit grandir l'agressivité du régime d'apartheid et persister l'occupation de la Namibie, cela n'est possible que parce que le régime d'apartheid continue d'avoir des protecteurs puissants parmi les pays occidentaux, et au premier chef les Etats-Unis d'Amérique. Ils n'hésitent pas notamment, du haut de la tribune des Nations Unies, à parler de droits de l'homme, d'humanisme, tout en se montrant complaisants envers le régime qui a transformé en une immense prison le pays où l'écrasante majorité de la population, en raison de la couleur de sa peau, est privée de ses droits de l'homme et de ses libertés fondamentales.

Le régime raciste d'Afrique du Sud multiplie les actes de répression sanglants contre de larges segments de la population qui exigent l'abrogation du régime d'apartheid. La répression a pris une ampleur particulière ces derniers temps. Il y a six mois déjà qu'on a à nouveau instauré l'état d'urgence en Afrique du Sud et qu'on le maintient en vigueur en dépit des appels du Conseil de sécurité des Nations Unies pour qu'il soit levé. On jette en prison tout Africain à la peau noire, sans enquête, jugement ou inculpation. On compte actuellement plus de 200 000 détenus dans les prisons sud-africaines et ce chiffre ne fait qu'augmenter.

Pretoria intensifie la répression, utilisant des unités armées pour lutter contre les opposants au régime. Ses troupes occupent et quadrillent les villages où vit la population africaine à la peau noire. Pour intimider la population et pour liquider les adversaires de l'apartheid, on n'hésite pas à recourir aux "escadrons de la mort", aux tueurs à gages et aux provocateurs. Les racistes de Pretoria tentent de monter certains groupes ethniques contre les autres. Les caractéristiques fondamentales de l'apartheid, comme la loi sur l'immatriculation de la population, la loi sur la réinstallation selon le groupe racial, la politique des "homelands", le système discriminatoire de "l'enseignement scolaire bantou", la ségrégation des personnes lorsqu'il s'agit des services médicaux et autres services dispensés par l'Etat restent en vigueur dans ce pays. Le régime raciste rejette le principe : "un homme, une voix".

M. Kutovoy (URSS)

L'Union soviétique condamne vigoureusement la politique et la pratique de l'apartheid, la "bantoustanisation", les réformes constitutionnelles, la répression, les mesures coercitives et la terreur imposées par le régime raciste d'Afrique du Sud à la population noire du pays et à son mouvement de libération nationale.

En dépit de l'état d'urgence et des multiples mesures de répression, les combattants de l'apartheid à l'intérieur même de l'Afrique du Sud intensifient la lutte, montrant bien que la crise que traverse l'apartheid dans tous les domaines de la vie sociale et politique n'est pas exportée mais bien la conséquence logique des profondes contradictions intérieures engendrées par le système cruel de l'apartheid.

Le régime d'apartheid traverse actuellement une profonde crise politique interne. L'organisation des forces prenant part au combat et la participation de plus en plus grande de la population à celui-ci sont le trait distinctif de la phase actuelle de la lutte contre l'apartheid. On voit se renforcer l'activité des syndicats sud-africains qui s'engagent de plus en plus dans la lutte politique. On voit naître dans le pays de nouvelles organisations sociales qui unissent différentes couches de la population, y compris certains Blancs qui prônent l'abolition de l'apartheid. Le mouvement contre l'apartheid s'étend aussi du fait de la participation de gens d'Eglise. Ce sont là autant de phénomènes positifs de la vie politique en Afrique du Sud.

Lorsqu'il a pris la parole dans le cadre du débat général à la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Edouard Chevardnadzé, membre du Politburo du Comité central du parti communiste soviétique et Ministre des affaires étrangères de l'URSS, a déclaré que :

"n'était le régime raciste de Pretoria, les populations noires, blanches et de couleur de la République sud-africaine auraient depuis longtemps trouvé un langage commun, celui de l'égalité, de l'entente et de la paix entre les races. Ce ne sont pas les différences ethniques qui sont à l'origine de la ligne de démarcation mais la politique cruelle de l'apartheid, hostile à tout le monde, indépendamment de la couleur de la peau. Ignorer ce fait signifie encourager, bon gré mal gré, le génocide dirigé contre la majorité de la population d'Afrique du Sud." (A/41/PV.6, p. 57)

M. Kutovoy (URSS)

La politique de terrorisme d'Etat pratiquée par le régime d'apartheid à l'encontre de la majorité de la population de son propre pays, les assassinats, les tortures, les arrestations et les autres actes de violence commis par les "forces de sécurité" et autres éléments armés, contre la population de couleur d'Afrique du Sud et son avant-garde - l'African National Congress (ANC) - rencontrent une ferme résistance, une résistance armée notamment.

La communauté des Etats pacifiques approuve et appuie les activités des patriotes africains. La délégation soviétique voudrait à cet égard souligner le rôle joué par le Comité spécial contre l'apartheid, présidé par l'Ambassadeur Garba, représentant du Nigéria auprès des Nations Unies, qui contribue à la mobilisation des efforts internationaux en vue d'éliminer l'apartheid.

M. Kutovoy (URSS)

La conclusion du Comité spécial contre l'apartheid selon laquelle la population d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération nationale, notamment l'African National Congress, ont le droit d'utiliser contre le régime d'apartheid tous les moyens dont ils disposent, y compris la lutte armée, est tout à fait pertinente.

Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont plus d'une fois, et notamment ici même, adressé des appels pressants à Pretoria pour l'amener à lever l'état d'urgence dans le pays, à mettre fin à sa répression sanglante, à remettre en liberté les détenus politiques, notamment ce grand combattant contre l'apartheid qu'est Nelson Mandela, à lever l'interdiction qui frappe les activités des organisations politiques et à venir à la table des négociations. Il importe que l'Assemblée générale adopte, à cet égard, les décisions qui s'imposent.

La politique et la pratique persistantes de l'apartheid confirment l'importante conclusion de la communauté internationale selon laquelle le régime d'apartheid ne peut pas être réformé. Aucune prétendue réforme constitutionnelle appliquée par le régime de l'apartheid ne peut en changer la nature. L'apartheid doit être immédiatement et totalement éliminé. Il doit être extirpé sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

La communauté internationale des Etats a, plus d'une fois, condamné la nature criminelle de la politique étrangère de l'Afrique du Sud raciste. Les actes d'agression armée, de terrorisme d'Etat, de subversion et de destabilisation économique dirigés contre les Etats africains indépendants voisins font partie de la stratégie de politique étrangère de Pretoria.

L'apartheid menace réellement en permanence la paix du continent africain et la paix et la sécurité internationales. L'esprit d'aventure militaire est une des caractéristiques du régime de Pretoria. Confrontés à une résistance croissante au système d'apartheid en Afrique du Sud même et à une intensification de la lutte de libération menée par le peuple namibien, les dirigeants d'Afrique du Sud cherchent à s'engager dans une agression extérieure. Au cours de la décennie écoulée, l'Afrique australe est devenue un foyer d'affrontements par suite des actes d'agression commis par le régime raciste.

Depuis plus de 10 ans, les militaires sud-africains n'ont cessé de perpétrer des actes d'agression contre la République populaire d'Angola. En juin dernier, l'Afrique a lancé un nouveau raid en Angola, cette fois-ci contre le port de

M. Kutovoy (URSS)

Namibé. Le 10 août 1986, l'Angola a été de nouveau la victime de l'agression de Pretoria, qui continue d'occuper une partie du territoire angolais et qui, avec les Etats-Unis, soutient les groupements antigouvernementaux de l'UNITA.

Nous appuyons la déclaration faite par les pays non alignés à leur huitième Conférence, tenue à Harare, selon laquelle l'occupation de la partie sud du territoire angolais par le régime raciste de Pretoria est, dans une grande mesure, favorisée par la politique pratiquée par le Gouvernement des Etats-Unis dans la région et, notamment, par le soutien qu'il donne aux bandes criminelles armées de l'UNITA, ainsi que par sa politique d'"engagement constructif".

Le régime d'apartheid et la machine de propagande de ceux qui lui prêtent main-forte s'efforcent d'induire en erreur la communauté internationale en ressassant avec insistance l'idée que, grâce à cette politique dite d'engagement constructif, il sera prétendument possible de régler le problème de l'Afrique australe. Cependant, ces affirmations ne sauraient tromper personne. Aujourd'hui, le monde entier voit bien le seul résultat de cette politique - la persistance de l'apartheid et la tendance à sortir le régime d'apartheid de son isolement international.

Dans leur Déclaration, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Organisation de l'unité africaine disent, à juste titre, que l'aide financière et militaire fournie par le Gouvernement actuel des Etats-Unis aux bandits de l'Angola constitue une atteinte grave à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par les Nations Unies en 1970.

Les racistes sud-africains se livrent également à de tels actes militaires arbitraires contre les autres Etats de première ligne. C'est ainsi que, depuis le 19 mai 1986, l'Afrique du Sud ne cesse de lancer des attaques armées contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Cette fois encore, en raison de la position des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le Conseil de sécurité n'est pas parvenu à adopter une résolution sur l'application de sanctions économiques obligatoires et sélectives contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Les actes de subversion contre la République populaire du Mozambique ne cessent pas non plus. Malgré le Traité de Nkomati, qui stipule que la fourniture

M. Kutovoy (URSS)

de tout appui aux groupements de bandits de ce qu'on appelle la résistance nationale du Mozambique est interdite, l'Afrique du Sud continue de leur fournir des armes et des munitions.

Non seulement les racistes sud-africains se livrent ouvertement à des actes d'agression et appuient les éléments antigouvernementaux dans les pays voisins, mais ils ont en outre largement recours aux pressions économiques pour parvenir à leurs objectifs politiques.

L'occupation persistante de la Namibie par l'apartheid continue de représenter un grave danger pour les pays indépendants d'Afrique, car l'Afrique du Sud utilise également le territoire namibien pour lancer des actes d'agression contre l'Angola et les autres Etats de première ligne.

Le renforcement de la puissance militaire et, notamment, la création d'un potentiel nucléaire en Afrique du Sud représentent également un grave danger pour les pays indépendants d'Afrique australe. C'est grâce à la coopération des principaux pays occidentaux et d'Israël que l'Etat raciste en Afrique du Sud a pu développer son industrie nucléaire et se doter de la capacité nucléaire. Le rapport du Comité spécial contre l'apartheid fait état de nombreux exemples de coopération de ces pays à la mise au point de nouveaux types d'armements en Afrique du Sud. Ces faits, qui ne peuvent manquer de nous préoccuper, exigent des contre-mesures énergiques de la part de l'Organisation des Nations Unies. De ce point de vue, l'Union soviétique se déclare résolument en faveur de l'adoption, par le Conseil de sécurité, de mesures destinées à empêcher l'Afrique du Sud de se doter d'armes nucléaires. Il est indispensable également que tous les Etats respectent l'embargo déclaré par le Conseil de sécurité sur les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud et l'importation d'armes sud-africaines.

Depuis bien des années déjà, l'Organisation des Nations Unies, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organismes internationaux, dont la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la Namibie, qui s'est tenue en septembre, la Conférence mondiale de Paris sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste et la Conférence internationale de Vienne pour l'indépendance immédiate de la Namibie, qui s'est tenue également cette année, exigent que soient appliquées des sanctions obligatoires et globales contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de

M. Kutovoy (URSS)

la Charte des Nations Unies. Malheureusement, pendant tout ce temps, les Etats-Unis et le Royaume-Uni se sont obstinés à empêcher le Conseil de sécurité d'appliquer ces sanctions contre le régime raciste. Il serait temps que les partisans de la politique d'engagement constructif se rallient à la position juste de la communauté internationale tout entière, qui demande avec insistance que le Conseil de sécurité des Nations Unies impose des sanctions obligatoires globales contre le régime raciste de Pretoria.

En ce qui concerne l'Union soviétique, nous sommes fermement convaincus que seules des sanctions obligatoires et globales contre le régime de Pretoria permettront de mettre fin à l'apartheid. L'adoption de ces sanctions contre le régime raciste d'Afrique du Sud serait un moyen efficace d'éliminer au plus tôt le système honteux de l'apartheid et de favoriser l'instauration de la paix et de la stabilité dans l'intérêt de tous les peuples de la région, y compris de la population blanche. Faire la cour aux racistes ne peut rien donner de bon.

M. Kutovoy (URSS)

J'aimerais, pour terminer cette déclaration, citer un extrait du message adressé par le Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, Nikolai I. Ryzhkov, aux participants de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste :

"L'Union soviétique estime que la situation explosive régnant en Afrique australe exige un règlement politique immédiat. L'intensification des efforts entrepris collectivement pour trouver le moyen de désarmer la situation tendue qui prévaut en Afrique australe est la ligne choisie par le vingt-cinquième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. Nous sommes prêts à agir dans ce sens. Mais les autorités de Pretoria doivent renoncer à leur politique actuelle et octroyer, enfin, l'indépendance au peuple namibien."

L'Union soviétique est profondément convaincue que le règlement politique de la situation tendue existant au sud du continent africain doit reposer sur la cessation définitive des actes d'agression du régime de Pretoria contre les Etats africains indépendants voisins, l'octroi immédiat de l'indépendance à la Namibie et l'élimination, le plus rapidement possible, du système d'apartheid en Afrique du Sud.

L'élimination complète du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations est l'un des principaux préalables du maintien de la paix et de la sauvegarde de la sécurité générale.

Nous sommes certains que la quarante et unième session de l'Assemblée générale saura prendre les décisions claires et concrètes qui s'imposent pour mettre fin au colonialisme, au racisme et à l'apartheid en Afrique australe.

M. WIJEWARDANE (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Qu'il me soit permis tout d'abord de remercier le Président du Comité spécial contre l'apartheid, le Général Garba, et les membres du Comité, pour leur rapport très complet sur la situation en Afrique du Sud et les politiques d'apartheid du régime sud-africain. Le régime blanc raciste de Pretoria, par la terreur qu'il fait régner à l'intérieur de l'Afrique du Sud et ses actes d'agression contre les Etats de première ligne, s'efforce de condamner des générations entières à l'humiliation et à la mort du seul fait de la couleur de leur peau. Depuis la dernière fois que l'Assemblée

M. Wijewardane (Sri Lanka)

générale a examiné ce point de l'ordre du jour, la situation en Afrique du Sud a atteint une phase critique qui, à première vue, semble paradoxale. D'une part, les actes de répression contre la majorité ont gagné en brutalité. De l'autre, la résistance de la majorité s'est étendue à tout le pays, faisant grandir l'espoir d'une fin prochaine de l'apartheid. Deux facteurs se dégagent de ce paradoxe apparent.

Premièrement, le régime minoritaire est maintenant aux abois. Ses réactions sont extrêmes et l'exercice de son autorité a pris un tour extrêmement brutal. Le rapport du Comité spécial et l'introduction à ce rapport faite par son président indiquent que, durant les deux périodes durant lesquelles l'état d'urgence a été décrété par le régime minoritaire - et qui sont précisément celles sur lesquelles porte l'examen du Comité -, 750 personnes environ ont été tuées, tandis que des milliers d'autres, y compris des enfants, ont été arrêtées. Des membres d'Etats de première ligne, qui sont intervenus avant moi au cours du débat, ont déjà parlé en détail des meurtres, des arrestations, de l'exil, des tortures et des mesures de harcèlement dont la majorité noire est victime de la part du régime minoritaire.

Deuxièmement, malgré cette campagne de terreur impitoyable, les espoirs de la majorité noire sont plus ardents, sa lutte est plus confiante et sa résistance plus courageuse et résolue. Le réseau politique tissé par les mouvements de libération nationale s'est consolidé et organisé de façon à orienter la résistance contre la domination raciste. Les mouvements syndicaux, notamment depuis la création du Congrès des syndicats sud-africains et le succès remporté par la grève générale organisée en juin dernier, ont joué un rôle important dans le développement du concept de société non raciale capable de renverser le pouvoir blanc monolithique de l'apartheid. L'agitation populaire a été coordonnée et mobilisée non seulement en vue de rassembler les mouvements syndicaux mais pour unir, en opposition au régime minoritaire, les églises, journalistes, étudiants, groupes communautaires, organisations féminines, intellectuels et autres militants de toutes races en une formidable offensive pour la liberté. Il convient à cet égard de louer l'African National Congress of South Africa, qui célébrera l'an prochain son soixante-quinzième anniversaire, pour la maîtrise consommée avec laquelle il dirige le combat du peuple sud-africain.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

Parallèlement à cette vague d'aspirations nationales en Afrique du Sud, le monde dans son ensemble accorde à présent beaucoup plus d'attention aux événements d'Afrique du Sud. La Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, tenue à Paris en juin dernier, a symbolisé la naissance du consensus international en faveur de la lutte contre l'apartheid et contre la sinistre philosophie de domination raciale qui en est la justification. Cent vingt-huit pays ont participé à cette conférence, participation qui constitue un indicateur éloquent de l'opinion internationale à l'égard de l'Afrique du Sud. Dans ses conclusions, la Conférence a réitéré

"sa conviction que le moyen pacifique le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour en finir avec l'apartheid consiste à appliquer des sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Sans sanctions, il y aura une intensification de la violence et des effusions de sang. La situation ne souffre aucun délai. L'heure d'une action concrète et immédiate a sonné. C'est une telle action que réclame la présente conférence." (A/41/434, p. 19)

Le Groupe de personnalités éminentes chargé de mission par le Commonwealth, après avoir examiné soigneusement la situation, est arrivé à une conclusion analogue, à savoir que :

"Ce ne sont pas les sanctions qui détruiront le pays mais la persistance de l'apartheid et le refus du Gouvernement de procéder à des réformes politiques fondamentales."

Ma délégation souscrit à cette dernière conclusion. Des sanctions, en elles-mêmes, ne peuvent être utiles que dans la mesure où elles permettent d'exercer une pression suffisante et efficace sur Pretoria, à présent que la persuasion diplomatique a échoué.

Je suis heureux de constater qu'un certain nombre de pays à travers le monde ont décidé d'imposer de leur propre gré des sanctions contre l'Afrique du Sud. L'effet de ces mesures se fait d'ores et déjà sentir en Afrique du Sud. De nombreuses sociétés multinationales, qui accordaient une aide financière considérable à l'économie sud-africaine, ont annoncé qu'elles allaient se retirer du pays. Ces mesures viennent à l'appui de l'appel lancé par diverses instances, y compris de nombreux groupes non gouvernementaux, pour demander que le stigmate de l'apartheid sur l'humanité soit effacé à tout jamais.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

Le régime sud-africain, s'il veut être honnête à l'égard de ses partisans, doit comprendre qu'il ne peut opprimer plus longtemps la majorité noire de la communauté sud-africaine. Il a fait fi des occasions qui lui ont été offertes à Nassau, Paris, Harare et ailleurs de prendre les mesures élémentaires, telles que la libération de Nelson Mandela et de Zephania Mothopeng, la levée de l'interdit prononcé contre l'African National Congress of South Africa, le Pan Africanist Congress of Azania et tous les autres partis politiques et l'abrogation de l'Internal Security Act.

S'il est vrai que la conquête de la liberté en Afrique du Sud est essentiellement un processus que le peuple sud-africain doit s'efforcer de réaliser lui-même, il est également vrai que le message de la communauté internationale a produit un effet indéniable sur le moral de l'Afrique du Sud, qui a réagi avec la violence accrue du désespoir.

Outre la violence imposée par le régime sur la population de l'Afrique du Sud, le régime se livre également de façon répétée à des actes d'agression contre ses voisins, violant leur souveraineté et leur intégrité territoriale et semant la mort et la destruction sur son passage, en Angola, au Botswana, au Lesotho, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Je m'abstiendrai de parler de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, sujet que ma délégation abordera lorsque ce point viendra en discussion. L'Afrique du Sud s'efforce de constituer des groupes minoritaires dissidents dans plusieurs Etats voisins aux fins de déstabiliser leurs gouvernements. En Angola, l'Afrique du Sud continue d'appuyer l'UNITA; au Lesotho, l'Afrique du Sud continue d'appuyer la prétendue Armée de libération du Lesotho et, au Mozambique, l'Afrique du Sud continue d'appuyer le prétendu Mouvement de résistance du Mozambique. Les chefs d'Etat des pays non alignés, lors du Sommet de Harare, ont condamné la recrudescence des actes d'agression et de déstabilisation commis par l'Afrique du Sud contre les Etats indépendants voisins. La Conférence au sommet a également réaffirmé que l'apartheid est la cause principale du conflit dans la région, conflit qui a déjà compromis la paix et la sécurité dans le sous-continent et qui menace sérieusement la paix et la sécurité internationales.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

Alors que nous rendons hommage aux Etats de première ligne, j'aimerais pour conclure rappeler les mots qu'a utilisés mon président, S. E. M. Jayewardene, pour décrire l'un de ces fils les plus courageux, feu le président Samora Machel.

Il a dit :

"Le Président Machel était un vaillant combattant qui, au lendemain d'un long combat, a conduit son pays à l'indépendance et l'a libéré du joug colonial. La manière dont il a dirigé le Mozambique, depuis son indépendance, est à l'origine des progrès et du développement qui ont permis à ce pays d'être ce qu'il est aujourd'hui : une grande nation d'Afrique, membre du Mouvement des pays non alignés."

Pour notre part, nous tenons à déclarer catégoriquement que nous appuyons fermement les Etats de première ligne qui demandent l'imposition de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, car il s'agit là du moyen pacifique le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour abolir l'apartheid. Nous sommes convaincus que l'apartheid ne peut pas être réformé et qu'il doit être éliminé totalement pour être remplacé par une société démocratique, non raciale, fondée sur le suffrage universel. Toute autre issue ne ferait qu'aggraver la tragédie du peuple sud-africain, ainsi que de la région tout entière.

M. de KEMOULARIA (France) : Si la délégation française a tenu à prendre la parole aujourd'hui devant l'Assemblée générale, c'est pour marquer la profonde inquiétude que lui inspire la situation en Afrique du Sud. Jour après jour, cette situation ne cesse de se détériorer, causant des souffrances de plus en plus graves aux populations. Pourtant, le Gouvernement sud-africain persiste dans son refus de prendre les vraies décisions qui s'imposent. Les mesures jusqu'ici annoncées n'ont pas vraiment touché à l'essentiel. Il n'est pas surprenant dès lors qu'elles n'aient pu arrêter la spirale de la violence et de la répression. Le rétablissement, en juin dernier, de l'état d'urgence, étendu cette fois à l'ensemble du Territoire, témoigne de l'impasse dans laquelle s'enferment les autorités de Pretoria. Ainsi, 10 ans après les événements tragiques de Soweto, l'avenir apparaît toujours de plus en plus lourd de menaces : les frustrations s'accumulent, la violence s'accroît, la liste des victimes s'allonge sans répit. Qu'il me soit permis de rendre ici hommage à ceux qui ont payé de leur vie ou payent de leur liberté leur légitime aspiration à la dignité humaine.

M. de Kémoullaria (France)

Cette situation n'est malheureusement que l'aboutissement logique d'une politique, celle de l'apartheid, système intolérable de discrimination raciale institutionnalisée. Comme l'ensemble de la communauté internationale, la France est convaincue que ce système ne peut être réformé, qu'il doit être aboli dans les meilleurs délais. Dans le discours qu'il a prononcé lors de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud, célébrée à Paris à l'occasion de la Conférence mondiale de sanctions contre l'Afrique du Sud, M. Malhuret, Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, a déclaré, au nom du Gouvernement français :

"L'apartheid doit disparaître. La France n'a cessé de le condamner sans réserve car c'est un système inacceptable. Inacceptable dans son principe même, j'allais dire dans sa 'philosophie'. Inacceptable également parce que, comme nous le constatons quotidiennement, il ne peut se maintenir que par la contrainte."

Mon gouvernement entend contribuer à la recherche d'une solution. Au cours de l'année écoulée, des contacts ont été maintenus avec les mouvements politiques d'Afrique du Sud, avec le Président du Comité spécial contre l'apartheid, avec les présidents du Groupe des éminentes personnalités du Commonwealth. Dernièrement encore, notre ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a eu à Paris un échange de vues constructif avec une délégation ministérielle du Mouvement des non-alignés.

Le démantèlement de l'apartheid est le but à atteindre. A cette fin, la France préconise une politique de pressions sur le Gouvernement sud-africain en vue de l'amener à engager enfin le dialogue avec toutes les forces opposées à l'apartheid.

Ce dialogue est indispensable, car il constitue la dernière chance d'une transition non violente de l'Afrique du Sud vers une société démocratique et non raciale. Les conditions d'un dialogue national authentique sont connues :

- La libération sans condition de Nelson Mandela et des autres prisonniers politiques;
- La levée de l'interdiction frappant notamment le Congrès national africain, et le Congrès panafricain d'Azanie, ainsi que l'abolition de toutes les restrictions pesant sur les activités et la libre expression du Mouvement anti-apartheid.

M. de Kémoullaria (France)

Le Gouvernement sud-africain s'est jusqu'à maintenant refusé à s'engager dans cette voie. Il a bien tort.

C'est dans ce contexte que se pose, aux yeux de mon gouvernement, le problème des sanctions contre l'Afrique du Sud.

La France a pris plusieurs initiatives, tant sur le plan multilatéral qu'à titre national. Aussitôt après avoir annoncé la suspension de tout nouvel investissement en Afrique du Sud, le Gouvernement français - on se le rappelle - a saisi, l'an dernier, le Conseil de sécurité qui a adopté la résolution 569 (1985). Cette résolution demande instamment aux Etats Membres de prendre une série de mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement de mon pays est allé encore plus loin en décidant peu après de ne pas renouveler les contrats dans le domaine charbonnier avec l'Afrique du Sud, et ce sont des mesures très coûteuses pour notre économie.

Au sein de la Communauté européenne, un programme de mesures positives a été adopté sur proposition de la France. Ce programme doit permettre le développement des aides, tant communautaires que nationales, à la communauté noire et aux victimes de la politique d'apartheid. En ce qui concerne les mesures restrictives, la France n'est pas opposée à l'extension de leur champ d'application et apportera son appui à l'adoption par les 12 Etats membres de la Communauté européenne de nouvelles sanctions chaque fois qu'elles apparaîtront appropriées.

Elle reste cependant opposée à l'adoption de sanctions globales et obligatoires, la question des sanctions étant en effet un problème complexe que la France veut aborder sans dogmatisme et sans passion, en poursuivant un objectif précis : exercer une pression efficace sur le Gouvernement sud-africain en préservant les chances du dialogue et en évitant des retombées humaines et sociales accablantes pour la population d'Afrique du Sud, mais également pour celle des pays voisins.

Je voudrais, en conclusion, lancer une fois encore un appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il fasse preuve du courage politique et de la clairvoyance nécessaires à la recherche d'une solution et qu'il s'engage enfin sur la seule voie possible, celle de l'abolition de l'apartheid.

M. SLAUI (Maroc) : Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies s'occupe de la situation résultant de la politique d'apartheid institutionnalisée par l'Afrique du Sud. Cette politique, fondée sur la prétendue supériorité de la race blanche et le déni des droits fondamentaux à la population noire, a été rejetée et condamnée universellement, aussi bien dans son principe que dans ses manifestations.

Qu'il s'agisse de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social ou de la Commission des droits de l'homme, tous ces organes et d'autres encore ont unanimement et clairement répudié le système de l'apartheid, en tant qu'il viole non seulement les principes de la Charte et les droits fondamentaux de l'homme, mais aussi les règles de la morale et de l'éthique internationales qui nous unissent, quelles que soient nos différences idéologiques, politiques ou religieuses.

Bien du chemin a été parcouru, depuis 1946, par les Nations Unies pour sensibiliser l'opinion internationale, dans tous les continents, à la tragédie des populations opprimées d'Afrique du Sud, et pour inviter le maximum de gouvernements à prendre les mesures nécessaires contre le régime de Pretoria, en vue de l'amener à mettre un terme à ce système éhonté de l'apartheid.

Dans ce contexte, l'on ne peut que féliciter le Comité spécial contre l'apartheid pour le travail remarquable qu'il a effectué pour mieux faire connaître la nature de la politique d'apartheid, ses conséquences néfastes et le danger qu'elle représente pour la paix et la sécurité internationales.

Ces efforts ont, d'ailleurs, été récompensés par la multiplication du nombre de gouvernements qui ont décidé de renforcer et de compléter les mesures visant à isoler le régime sud-africain et à le priver des moyens de consolider son système d'apartheid.

Le Royaume du Maroc accueille aussi avec satisfaction les mesures prises par les organes législatifs, les municipalités, les universités et d'autres institutions qui ont largement contribué à la prise de décisions concernant le retrait des investissements d'Afrique du Sud et l'arrêt de la coopération dans certains domaines stratégiques pour l'économie sud-africaine.

L'application effective de ces mesures et leur adoption par tous les Etats demeurent le moyen le plus efficace pour infléchir l'intransigeance du régime de

M. Slaoui (Maroc)

Pretoria et contribuer au rétablissement de la dignité de la population noire d'Afrique du Sud.

Ceci ne peut se réaliser sans la reconnaissance et la garantie par l'Afrique du Sud du droit de toutes les composantes du peuple d'Afrique du Sud de jouir, sans discrimination de race, de couleur ou d'opinion politique, des droits politiques, sociaux et économiques et des libertés fondamentales prévus par la Charte et les protocoles de 1966.

Force est de constater, cependant, qu'au lieu de répondre aux appels répétés de la communauté internationale pour renoncer à la politique d'apartheid et ouvrir la voie à l'émergence d'une société démocratique et non raciale, le Gouvernement sud-africain maintient et développe ses mesures de répression, d'emprisonnement, de torture et d'assassinat de tous ceux qui s'opposent aux pratiques dépravées du système d'apartheid.

Devant une telle situation, le peuple sud-africain a intensifié sa résistance par tous les moyens à sa disposition, malgré la proclamation de l'état d'urgence et les manoeuvres de l'Afrique du Sud pour semer la discorde et la haine parmi les populations noires. Dans cette lutte légitime qu'elle mène pour recouvrer sa liberté et sa dignité, la population noire d'Afrique du Sud est fondée à recevoir l'aide matérielle nécessaire pour hâter l'abolition de l'apartheid.

Le renforcement de la puissance militaire et du potentiel nucléaire de l'Afrique du Sud, grâce à une assistance étrangère décisive, demeure une source de préoccupations pour la communauté internationale, en raison de ses implications à l'intérieur de l'Afrique du Sud comme à l'extérieur.

En effet, malgré la réprobation générale de la communauté internationale, le régime raciste n'a renoncé ni à la répression brutale des populations noires sud-africaines, ni à l'occupation illégale de la Namibie, qu'il utilise comme point de départ à ses nombreux actes d'agression, de subversion et de déstabilisation contre les Etats africains voisins.

La communauté internationale se doit désormais, d'une part, de prendre les mesures les plus appropriées parmi celles recommandées par la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue à Paris en 1986, et, d'autre part, d'accroître l'isolement de ce gouvernement pour l'inciter à mettre un terme à l'apartheid.

M. Slaoui (Maroc)

Le Royaume du Maroc a, de tout temps, exprimé sans ambiguïté sa condamnation vigoureuse du système d'apartheid, et apporte son soutien au droit des populations noires d'Afrique du Sud à la liberté, à la justice, à la dignité, et aussi à la construction d'une société démocratique non raciale.

Partant de cette position de principe, le Maroc continue à fournir sa modeste contribution au Fonds d'affectation des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, destiné à fournir une aide d'assistance judiciaire aux personnes persécutées en vertu des lois discriminatoires et à subventionner l'éducation de ces personnes et de leurs familles. Par ailleurs, le Royaume du Maroc a été parmi les premiers à signer la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, qui vient s'ajouter aux autres instruments internationaux similaires auxquels mon pays est déjà partie.

Enfin, le Royaume du Maroc se joindra à toute action internationale susceptible de faire renoncer le Gouvernement sud-africain à la politique immorale de l'apartheid, de lever les derniers obstacles à l'indépendance immédiate et inéluctable du peuple namibien, et de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains de la région.

M. TEP KHUNNAL (Kampuchea démocratique) : Il y a déjà plus de 40 ans, la communauté internationale s'est débarrassée du nazisme en mettant fin à la deuxième guerre mondiale, et a édifié l'Organisation des Nations Unies, dont l'un des buts fondamentaux inscrits dans la Charte est de réaliser la coopération internationale, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Toutefois, le racisme et la discrimination raciale continuent de persister dans différentes parties du monde, compromettant ainsi le progrès social et l'instauration de meilleures conditions de vie, et mettant en danger la paix et la sécurité internationales. Après avoir subi d'indicibles souffrances et humiliations, les peuples du monde sont en droit de demander leur éradication rapide dans le monde, car ils sont anachroniques et une honte pour notre époque.

M. Tep Khunnal (Kampuchea démocratique)

La forme la plus odieuse du racisme est la politique d'apartheid du régime de Pretoria en Afrique du Sud où le système politique et social bâti sur la couleur de la peau accorde tous les privilèges à une minorité blanche au détriment des millions de Noirs qui vivent dans la misère et privés de leurs droits fondamentaux. En vertu de la législation inhumaine du régime de Pretoria, tout Africain noir peut être détenu, expulsé, pendu sans jugement ni procès. Le régime vit de surcroît sous l'état d'urgence. Il ne se passe guère de jour sans que des Africains noirs soient torturés, arrêtés ou tués. De septembre 1984 au mois d'août dernier seulement, à peu près 3 000 personnes ont été tuées, du fait des violences militaires commises contre la population autochtone. Le nombre de victimes innocentes continue d'augmenter quotidiennement. Une campagne de terreur sans précédent sévit dans tout le pays.

En fait, c'est une guerre non déclarée menée par les tenants du régime de l'apartheid contre la majorité écrasante de la population de l'Afrique du Sud, dont le seul crime est de vouloir établir sur le sol où elle est née la démocratie, la justice et l'égalité.

Partout, que ce soit en Afrique du Sud, en Namibie, en Afghanistan ou au Kampuchea, mon pays, l'oppression suscite la résistance. En dépit de la brutalité sanglante perpétrée par le régime de Pretoria, la proclamation de l'état d'urgence sur l'ensemble du pays et l'adoption d'autres mesures draconiennes sans précédent, le peuple opprimé et exploité d'Afrique du Sud poursuit sous toutes les formes une lutte opiniâtre et héroïque qui gagne sans cesse de l'ampleur. Face à l'intransigeance des dirigeants de l'apartheid qui continuent de faire la sourde oreille aux initiatives prises par de nombreux Etats et organisations en vue d'un règlement négocié et pacifique du problème, et qui ne reculent devant aucun crime, si monstrueux soit-il, le peuple sud-africain n'a d'autre choix que de mener son combat par tous les moyens dont il dispose afin de pouvoir accéder à ce qui lui appartient de droit, à savoir la dignité humaine, et de défendre sa vie. En fait, c'est une lutte de légitime défense que mène le peuple sud-africain.

Le peuple du Kampuchea et le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, qui luttent aussi pour leur droit sacré à l'autodétermination foulé aux pieds par les forces d'occupation étrangères que tout le monde connaît, se réjouissent du développement encourageant de la lutte menée par les frères et

M. Tep khunnal (Kampuchea démocratique)

soeurs sud-africains sous la direction de leurs représentants légitimes et authentiques. La lutte qui se transforme progressivement en guerre populaire, malgré des répressions sauvages, commence à ébranler les forces militaires et policières du régime d'apartheid qui, lui-même, a reconnu que cette lutte s'étend à un rythme accéléré. A cela s'ajoutent les actions énergiques et coordonnées menées par les travailleurs noirs, les étudiants, les églises et d'autres organisations communautaires contre le système inique d'apartheid. La résistance populaire à l'apartheid s'intensifie dans l'ensemble du pays. Cette lutte résolue atteste clairement la détermination du peuple sud-africain opprimé et exploité de consentir tous les sacrifices nécessaires dans sa lutte pour conquérir la justice, la liberté, l'égalité et la dignité humaine.

De pair avec l'intensification de la résistance populaire, la brutalité meurtrière de l'apartheid suscite la condamnation et la colère du monde entier. Depuis fort longtemps, la politique d'apartheid est condamnée par notre Assemblée générale comme un crime contre l'humanité et comme un affront direct à l'Organisation des Nations Unies. Depuis plus de 25 ans, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité exigent que le régime de Pretoria mette fin à sa politique criminelle d'apartheid et de discrimination raciale. Aux termes de la résolution 569 (1985), le Conseil de sécurité a vivement condamné ce système anachronique et réaffirmé que :

"seules l'éradication totale de l'apartheid et l'instauration en Afrique du Sud d'une société libre, unie et démocratique sur la base du suffrage universel peuvent conduire à une solution".

Devant la résistance populaire accrue et le verdict mondial, les autorités de Pretoria ont recours, comme l'on s'y attendait, à des manoeuvres de dupes et à des mesures d'intimidation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Le régime de Pretoria a annoncé qu'il est disposé à améliorer les relations raciales au moyen de réformes constitutionnelles. Il a même déclaré en août dernier que l'apartheid est en voie de disparition, et qu'il s'engage à abolir les lois sur les laissez-passer. Mais, alors qu'elles procédaient à ces réformes trompeuses, les autorités de Pretoria annonçaient que, dans l'avenir, les "citoyens" des "homelands" soi-disant indépendants auront besoin d'une autorisation pour travailler en Afrique du Sud. Ce n'est là qu'un nouveau système de laissez-passer. Ces changements ne sont que des manoeuvres dilatoires visant à

M. Tep Khunnal (Kampuchea démocratique)

apaiser l'indignation mondiale et, partant, à perpétuer, voire à consolider, l'apartheid. Il est tout à fait normal et entièrement compréhensible que la population noire d'Afrique du Sud rejette ces changements cosmétiques qui ne répondent pas à ses aspirations profondes et légitimes. Ce qu'elle exige, et ce que la communauté internationale ne cesse de réclamer, c'est le démantèlement de l'apartheid, l'abrogation de toutes les lois ségrégationnistes, l'abolition de l'éducation bantoue, et l'instauration d'une société multiraciale, démocratique et unie.

Les méfaits de l'apartheid dépassent les frontières de l'Afrique du Sud. Ils s'étendent en Namibie où le régime de Pretoria continue, contre la condamnation mondiale, à maintenir son occupation illégale et son exploitation forcée de la population et des ressources naturelles. Ils s'étendent aux Etats voisins, dits de première ligne, accusés d'accorder aide, soutien et sympathie à la population noire sud-africaine en lutte contre l'apartheid. Dans le vain espoir de s'opposer à la montée irrésistible de la résistance populaire, le régime de Pretoria intensifie ses actes d'agression, de subversion et de déstabilisation contre ces Etats, accroît de ce fait la tension en Afrique australe et menace la paix et la sécurité internationales.

Ma délégation tient à réaffirmer ici la solidarité fraternelle du peuple du Kampuchea avec les peuples victimes des actes criminels de Pretoria et condamne vigoureusement les violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ces Etats. Le peuple du Kampuchea et son gouvernement de coalition se joignent à l'ensemble de la communauté internationale pour se féliciter des initiatives et des efforts louables déployés par les Etats membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Ils feront de leur mieux, selon leurs modestes moyens, pour soutenir leur vaillante et juste lutte.

Les faits montrent chaque jour davantage que ni les arrestations, ni les détentions arbitraires, ni les changements de tactiques, ni les tentatives de réformes, et encore moins les actes d'agression contre les Etats de première ligne, constituent une solution au problème. Seules l'élimination complète de l'apartheid et l'instauration d'une société non raciale et démocratique dans une Afrique du Sud unitaire constituent une base solide pour une solution juste et durable aux problèmes de la région.

M. Tep Khunnal (Kampuchea démocratique)

L'intransigeance persistante, l'intensification du règne de la terreur, ainsi que le mépris total des principes et normes du droit international par les autorités de Pretoria exigent de la communauté internationale des efforts concertés et redoublés en vue d'appliquer des sanctions globales et obligatoires qui sont devenues le seul moyen à sa disposition, non seulement pour venir à bout de l'apartheid mais encore pour libérer la Namibie et préserver la paix et la stabilité dans cette partie du monde.

Certes, comme l'a déclaré Nelson Mandela en 1962 :

"Le centre et la pierre angulaire de la lutte pour la liberté et la démocratie en Afrique du Sud résident dans l'Afrique du Sud elle-même". Mais le soutien actif de la communauté internationale sur le plan moral, politique, économique et diplomatique peut contribuer à une éradication plus rapide de l'apartheid. A cet égard, ma délégation se félicite de la tenue, à Paris, de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste et souscrit pleinement à sa Déclaration finale. Elle se félicite également de l'adoption de la Déclaration de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés contre le régime d'apartheid, qui s'est tenue à Harare, Zimbabwe, en septembre dernier.

L'Afrique, consciente de ses obligations morales et historiques, s'est engagée fermement dans la lutte héroïque et opiniâtre contre le système inhumain et odieux d'apartheid. L'Organisation de l'unité africaine a, à maintes reprises, réaffirmé sa détermination inébranlable à cet égard. La communauté internationale dans son ensemble est aussi convaincue de la nécessité impérieuse de prendre des mesures concrètes et plus efficaces, afin de mettre un terme au système inique d'apartheid. Il incombe à nous tous, en réponse aux Déclarations de Paris et de Harare, de soutenir la détermination et le courage du peuple sud-africain opprimé et exploité qui lutte avec héroïsme pour la démocratie, la justice, l'égalité et la dignité humaine, ce qui est l'objectif de notre Charte.

Je ne saurais conclure sans rendre un hommage mérité à S. E. le Major Général Joseph Garba, du Nigéria, Président du Comité spécial contre l'apartheid, pour son rapport et sa déclaration lucides qui constituent une source précieuse de nos débats et pour ses efforts inlassables en vue de parvenir à un consensus en faveur

M. Tep Khunnal (Kampuchea démocratique)

des sanctions globales et obligatoires contre le régime de Pretoria. Nous tenons, enfin, à réitérer notre profonde satisfaction au Secrétaire général, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour ses activités inlassables et dévouées en vertu du mandat que lui confie la Charte et, notamment, dans la défense des nobles idéaux de paix, de justice et d'égalité partout dans le monde, en particulier en Afrique australe.

M. MOUSHOUTAS (Chypre) (interprétation de l'anglais) : La question de la discrimination raciale en Afrique du Sud est examinée par les Nations Unies depuis 1946, c'est-à-dire depuis la création de notre Organisation. La discrimination raciale et l'apartheid ont été, à l'unanimité, considérés par les Etats Membres comme une violation de la Charte des Nations Unies, de même qu'une violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de tous les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Et pourtant, le régime sud-africain continue de défier les Nations Unies et la communauté internationale au point de créer une situation de guerre en Afrique du Sud et dans la région. La situation ainsi créée par le régime de l'apartheid n'a cessé de se détériorer. Incapable de gouverner le peuple en lutte d'Afrique du Sud en recourant aux lois ordinaires, le régime de Pretoria, deux fois au cours des deux dernières années, a proclamé l'état d'urgence. Equipé des pouvoirs draconiens que leur confère l'urgence, les forces dites de sécurité ont détenu des milliers d'adversaires de l'apartheid, y compris des dirigeants et des activistes syndicaux et des membres d'organisations populaires qui s'opposent à l'apartheid, système que les Nations Unies ont déclaré "crime contre l'humanité". Plus de 2 000 des détenus politiques étaient des enfants.

De nombreux détenus ont été torturés et certains sont même morts des suites des tortures infligées alors qu'ils étaient détenus par la police. L'emploi généralisé de la torture à l'égard de détenus politiques a été confirmé par des médecins de prison et d'autres. Dans leurs efforts désespérés pour réprimer la résistance montante à l'apartheid, les forces de sécurité, ont, de manière arbitraire et en toute impunité, tiré sur des protestataires et des manifestants contre l'apartheid et les ont tués. L'armée a été déployée dans les townships noirs et alentour; des couvre-feu y ont été imposés; et la liberté de la presse a été sévèrement limitée pour cacher à l'opinion publique mondiale la répression brutale pratiquée par le régime.

M. Moushoutas (Chypre)

Cependant, les nouvelles de l'oppression ont réussi à filtrer d'une façon ou d'une autre. La nature répressive et vindicative des mesures prises par le régime raciste contre les adversaires de l'apartheid trouve son exemple dans ce qui s'est passé il y a quelques jours lorsqu'un prisonnier, M. Oscar Mpetha, un nationaliste noir de 77 ans, diabétique et amputé d'une jambe, n'a pas obtenu la permission de se rendre aux obsèques de sa femme\*.

Les accusations de trahison, les disparitions, dont celles d'enfants, sont choses courantes en Afrique du Sud aujourd'hui. Les combattants de la liberté sont frappés de peines de prison très sévères et même exécutés. De nombreux adversaires du régime sont soumis à des procès politiques. Les mesures de répression contre la lutte du peuple se sont intensifiées. Le régime a récemment déclaré que l'immense organisation populaire appelée le Front démocratique uni est une "organisation affectée", afin de l'empêcher de recevoir des fonds de l'étranger.

Mais, cette répression d'un niveau sans précédent n'est pas parvenue à étouffer la lutte de libération. Au contraire, la résistance à l'apartheid s'est encore intensifiée. La lutte a commencé à toucher des zones blanches et les cas d'action armée contre le régime se sont multipliés. A moins que le régime de l'apartheid ne commence à démanteler ce système odieux et n'engage des pourparlers avec les représentants réels du peuple opprimé et en lutte, la violence, fatalement, augmentera. C'est exactement ce que la communauté internationale s'efforce d'éviter depuis toujours. Tel était également l'objectif de la récente initiative du Commonwealth et de la Communauté européenne. Le verdict de la communauté internationale est que l'apartheid est à la racine du mal et doit disparaître. Il ne pourra pas y avoir de paix en Afrique du Sud tant que persistera l'apartheid. Les actes d'agression, de sabotage et de déstabilisation commis par l'Afrique du Sud contre les Etats africains voisins sont également nés de l'apartheid. Il n'est pas douteux que la participation des Noirs d'Afrique du Sud au pouvoir politique est inévitable.

Cependant, au lieu de se ranger aux appels des Nations Unies et de la communauté internationale, l'Afrique du Sud accentue de plus en plus son attitude de défi. Elle recourt à toutes les manoeuvres et à tous les procédés possibles pour maintenir l'apartheid et retarder l'indépendance de la Namibie.

---

\* Le Président reprend la présidence.

M. Moushoutas (Chypre)

Les prétendues réformes que le régime a proposées en Afrique du Sud sont manifestement insuffisantes et viennent trop tard. Les changements sont, en fait, destinés à perpétuer et non pas à éliminer l'apartheid. Le monde entier a été atterré devant la persistance du régime à maintenir les piliers de l'apartheid, tels que les politiques des homelands, le Groups Areas Act, la loi sur l'enregistrement de la population, la loi sur les installations séparées et sur la ségrégation dans l'enseignement. Même la politique de déplacements forcés de populations, auquel le régime avait promis, il y a quelque temps, de mettre fin, persiste.

L'illégalité de l'apartheid a des conséquences juridiques internationales. Il crée pour les Etats des responsabilités au titre du droit international. Les Nations Unies ont l'obligation d'agir afin que l'apartheid cesse. L'Article 55 de la Charte dispose que les Nations Unies favoriseront :

"le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."

Et, en vertu de l'Article 56, tous les Membres :

"s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation."

M. Moushoutas (Chypre)

De plus, en vertu de l'Article 2, tous les Etats Membres doivent remplir, de bonne foi, les obligations qu'ils ont contractées, conformément à la Charte. Nous avons une responsabilité envers le peuple opprimé d'Afrique du Sud, qui lutte pour réaliser ses droits fondamentaux de l'homme. Les Nations Unies ne doivent pas entrer dans l'histoire comme une organisation inactive et inefficace en la matière. Elles doivent être du côté de l'humanité et non de l'oppression.

Etant donné l'attitude de défi persistant du régime de l'apartheid, les Nations Unies n'ont d'autre choix que de prendre les mesures les plus énergiques possibles pour l'amener à se conformer à la Charte. Comme l'ont conclu de nombreuses rencontres et conférences internationales, notamment la récente Conférence internationale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, les sanctions globales et obligatoires contre le régime constitueraient les mesures les plus appropriées. Il est du reste fort encourageant de voir que de nombreux gouvernements et organisations adoptent de plus en plus de sanctions contre l'Afrique du Sud. Mais il s'impose que notre organisation entreprenne une action plus ferme contre un Etat Membre qui viole notre Charte depuis très longtemps.

Cette Assemblée devrait une fois de plus demander au régime de Pretoria, dans les termes les plus forts possibles, d'abroger sans retard l'état d'urgence, de remettre en liberté tous les prisonniers et détenus politiques et d'entamer des négociations valables avec les représentants authentiques de tous les éléments de la population au sujet de l'avenir de ce pays troublé. Plus vite le régime de l'apartheid entendra les appels des Nations Unies, mieux cela vaudra pour tous ceux qui sont concernés.

Le peuple de Chypre, lui-même victime de l'invasion et de l'occupation, exprime sa solidarité et son soutien fraternel à l'égard du peuple d'Afrique du Sud en lutte contre l'apartheid.

Dame Nita BARROW (Barbade) (interprétation de l'anglais) : Dans une semaine, les représentants en cette Assemblée vont élire les nouveaux membres de la Commission du droit international. Habitué que nous sommes au rituel politique que constitue ce genre d'événement, nous n'avons que trop tendance à oublier que cette élection revêt une importance capitale parce qu'elle a trait aux principes fondamentaux qui ont présidé à la création du système des Nations Unies; principes qui sous-tendent, sur le plan juridique, l'Organisation, et sans lesquels tout ce que nous faisons ici serait vain.

Il est paradoxal que les fondements de l'Organisation aient été jetés aux heures les plus sombres de l'histoire de l'homme, à une époque où un Etat s'était

Dame Nita Barrow (Barbade)

arrogé le droit d'éliminer de la surface de la terre une race entière, dont le seul crime était son origine ethnique et ses croyances religieuses.

Quarante années se sont écoulées depuis le début du procès de Nüremberg où ceux qui étaient responsables des atrocités - que l'on appelle maintenant parfois l'holocauste - ont été jugés pour leurs actes odieux. Le Tribunal de Nüremberg a rappelé le principe qu'aucun Etat ne peut arguer de sa souveraineté pour traiter ses citoyens d'une façon arbitraire et qu'une telle attitude représente un crime contre l'humanité, un crime international.

Il est plus paradoxal encore qu'à peine les dossiers de Nüremberg refermés, un nouveau régime soit apparu, dont les conceptions et les lois étaient identiques à celles qui avaient régi le III<sup>e</sup> Reich d'Adolf Hitler. Le monde, peut-être lassé par la guerre, n'a pas su, en 1948, déceler la doctrine officielle de terreur raciale proclamée par le parti nationaliste d'Afrique du Sud. Ou peut-être se refusait-il à croire et à accepter que les horreurs de l'Europe, si présentes dans tous les esprits, n'empêcheraient pas la répétition des mêmes événements. Nous savons ce qu'il en est. Depuis la chute du régime nazi le monde n'a pas connu de cruauté plus terrible que celle institutionnalisée aujourd'hui par les maîtres de l'Afrique du Sud.

Au mépris de l'opinion publique scandalisée de tous les pays civilisés, le gouvernement de Pretoria persiste à appliquer sa politique de déshumanisation méthodique de ses citoyens noirs captifs, comme cela a été dit à plusieurs reprises dans cette enceinte.

Nous apprenons chaque jour que des hommes, des femmes et des enfants sont assassinés par les agents et les exécutants de l'apartheid. Mais l'apartheid vise plus loin que la destruction des corps; il veut la destruction de l'esprit humain.

La population noire ne peut choisir ni son lieu de résidence, ni son lieu de travail, ni l'école de ses enfants. Elle n'est même pas aujourd'hui autorisée à enterrer ses morts dans la dignité. En pareille situation, la vie humaine perd tout son sens. Mais il vient un temps où les hommes acceptent de sacrifier leur vie pour une autre vie. Il semble que ce temps soit venu aujourd'hui en Afrique du Sud. L'opprobre dans lequel les Africains noirs ont été forcés de vivre, les a conduits aujourd'hui à prendre les armes contre leurs oppresseurs.

Certes, le Gouvernement de la Barbade applaudit au courage de ceux qui sont aujourd'hui prêts à sacrifier leur vie pour leur liberté, mais il ne peut que

Dame Nita Barrow (Barbade)

regretter cette tragédie en pensant à la mort dans la fleur de l'âge d'innombrables hommes et femmes dont les efforts auraient pu être consacrés à l'édification d'un pays.

La tragédie ne se mesure pas seulement en fonction de la quantité mais aussi de la qualité des vies anéanties. Ceux qui ont rencontré Nelson Mandela ne peuvent qu'être inspirés par sa qualité de dirigeant et par sa vision d'une Afrique du Sud véritablement souveraine dont les citoyens, indépendamment de leur race, pourront jouir, dans la liberté, des ressources de leur patrie. J'ai eu ce privilège, au début de l'année 1986. J'ai pu rencontrer et parler à M. Mandela. J'avais face à moi un homme dont la conception politique, si elle pouvait se donner libre cours, pourrait transformer l'Afrique du Sud aujourd'hui paria du monde, en un Etat qui serait un modèle d'harmonie multiraciale.

Le Groupe des personnes éminentes du Commonwealth dont j'ai été membre a sillonné l'Afrique du Sud dans l'espoir d'engager un dialogue productif entre les maîtres de Pretoria et les dirigeants manifestes du peuple africain. Mais l'esprit des dirigeants de Pretoria n'est pas encore imprégné de l'idée de fraternité. Au lieu d'encourager la fraternité entre les divers groupes qui composent la population sud-africaine, le Gouvernement les dresse délibérément les uns contre les autres dans l'intention, peu louable, de perpétuer le système de domination minoritaire.

Cette politique de provocation n'est pas limitée aux frontières de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement de Pretoria a entrepris une déstabilisation programmée des Etats voisins. Aux abois face à la pression économique croissante qui a pour but de pousser le régime de Pretoria à mettre fin à l'apartheid, l'Afrique du Sud, brutale et méprisante, recourt à la force sous tous ses aspects contre ceux qu'elle appelle aujourd'hui les Etats de première ligne.

Les dirigeants du Mouvement des pays non alignés, lors de leur huitième Réunion au sommet, tenue cette année, à Harare, ont pris la décision de créer un fonds d'assistance à ces Etats afin de leur permettre de faire face aux conséquences des menaces de l'Afrique du Sud de leur interdire l'accès aux ports sud-africains. Nous voulons lancer un appel à la communauté internationale pour qu'elle se joigne au Mouvement des non-alignés et prenne toutes les mesures nécessaires pour garantir que l'Afrique du Sud n'affamera ni ne déstabilisera les Etats de première ligne par l'abus éhonté de son pouvoir et de sa position stratégique en Afrique australe.

Dame Nita Barrow (Barbade)

A cet égard, nous trouvons encourageante l'attitude généreuse des Etats qui ont accordé une aide financière à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), à l'African National Congress (ANC) et à la South West Africa People's Organization (SWAPO).

Le Gouvernement de la Barbade note le courage des Etats qui ont pris des mesures économiques contre l'Afrique du Sud. Nous leur demandons instamment de continuer dans cette voie afin que les peuples du Botswana, du Zimbabwe, du Swaziland, du Lesotho, de la Zambie, de la Tanzanie, de l'Angola et du Mozambique ne soient pas seuls dans leur détermination de débarrasser le continent du poison de l'apartheid. Ce serait une façon de rendre l'hommage qui convient à un homme qui a consacré sa vie à l'éradication de la politique d'exploitation et d'oppression. Je veux parler bien sûr de feu le Président Samora Machel, du Mozambique.

Il ne fait pas de doute que son décès prématuré, quelles qu'en aient été les circonstances, est directement attribuable à la politique d'apartheid. Prenons la décision de faire en sorte que sa vie n'ait pas été donnée en vain.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à la résolution 477 (V) adoptée le 1er novembre 1950 par l'Assemblée générale, je donne à présent la parole à l'Observateur de la Ligue des Etats arabes.

M. MAKSOUD (Ligue des Etats arabes) (interprétation de l'anglais) : Les activités et les pratiques du régime d'apartheid font que la Ligue des Etats arabes est plus solidaire que jamais des populations d'Afrique du Sud dans leur lutte pour leur ultime libération. Nous saluons les membres de l'African National Congress (ANC) et du Pan Africanist Congress of Azania (PAC), ainsi que toutes les forces qui luttent contre la discrimination raciale.

Au sein de ses divers conseils des relations étrangères, dont ses conseils de ministres des affaires étrangères, la Ligue des Etats arabes, n'a cessé de réaffirmer son attachement à la lutte contre l'apartheid et son rejet de ce système. Elle a, par l'intermédiaire des Etats arabes, imposé un embargo et des sanctions, y voyant non seulement un moyen de dissuader le régime d'apartheid de priver plus longtemps la population d'Afrique du Sud de ses droits civiques, mais aussi un engagement moral et historique pour les peuples arabes.

M. Maksoud

Par ailleurs, La Ligue des Etats arabes n'a jamais manqué, au nom des Etats arabes et de la nation arabe, d'affirmer son attachement à la lutte contre la discrimination raciale, quelle qu'en soit la source. Aujourd'hui, il semble que de nouveaux convertis cherchent à s'associer à la dénonciation de l'apartheid alors qu'ils continuent d'exercer une variante de l'apartheid en Palestine et dans les autres territoires occupés. Il convient de déplorer la diatribe que l'Assemblée a dû subir ces derniers jours au sujet du monde arabe et de sa position en matière d'apartheid, surtout quand chacun sait que les Etats arabes ont imposé des sanctions. S'il y a eu des violations, ce sont les compagnies en haute mer qui s'en sont rendues coupables. Les Etats arabes les ont pénalisées et elles ne peuvent plus opérer dans les Etats arabes.

Je dirai en outre que le régime d'apartheid de Pretoria et Israël sont les deux seules entités de la communauté mondiale à violer systématiquement les résolutions des Nations Unies. Elles ont lancé un défi aux Nations Unies. Elles s'emploient à rendre impossible l'application des résolutions des Nations Unies. Elles cherchent à marginaliser les débats et les discussions aux Nations Unies.

Il semble à présent que ces deux contrevenants aux résolutions des Nations Unies et à la Charte persistent à employer le même langage, à se conduire de la même manière, à adopter des attitudes identiques. J'en donnerai quelques exemples.

Le régime d'apartheid d'Afrique du Sud a attaqué des Etats voisins sous prétexte d'attaquer des "bases terroristes". Israël a attaqué des Etats voisins sous le même prétexte : celui d'attaquer de prétendues bases terroristes. Les mouvements de libération en Afrique du Sud ont été qualifiés d'organisations terroristes. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a été plus d'une fois qualifiée par la délégation d'Israël d'organisation terroriste. Autrement dit, il s'agit des mêmes prétextes, des mêmes termes, de la même attitude, du même rejet de l'égalité des hommes alors que la discrimination, qu'elle soit fondée sur la race, la couleur ou la religion, ne devrait pas exister.

Ainsi donc, l'apartheid est un système de discrimination érigé en institution. Le sionisme est un régime de discrimination érigé en institution. Les deux régimes nient aux peuples de Palestine, de Namibie et d'Afrique du Sud

M. Maksoud

leurs droits de l'homme et leur droit à l'autodétermination. L'un et l'autre coopèrent activement dans les domaines économique, nucléaire et militaire. Les preuves de cette coopération ne manquent pas. Mais laissons cela pour le moment.

Ce que nous essayons de dire, c'est que tout régime reposant sur la discrimination institutionnalisée ne croit pas en la victoire ultime de l'égalité et de l'intégration humaines. C'est dans ce contexte que nous sommes confrontés à deux régimes d'exclusive et de racisme. La grande majorité de la population sud-africaine se voit refuser l'égalité en raison, précisément, de la couleur de sa peau.

Le peuple de Palestine se voit refuser systématiquement son droit à l'autodétermination. Il est en butte à l'oppression dans les territoires occupés et à la discrimination à l'intérieur d'Israël depuis 1948, précisément parce que ce peuple n'est pas d'origine juive et qu'il n'appartient à l'Etat juif exclusif.

Voilà pourquoi le système d'apartheid ne fait pas que déshumaniser les Noirs - comme l'orateur que nous venons d'entendre l'a si éloquemment dit; il les dépersonnalise. Mais ceux qui pratiquent l'apartheid se déshumanisent eux-mêmes, ceux qui pratiquent le sionisme se déshumanisent eux-mêmes.

C'est pourquoi ceux qui ont une conscience au sein du peuple juif et à l'intérieur du régime d'apartheid commencent à vouloir le changement. C'est la raison pour laquelle nous appuyons la lutte de l'ANC pour la libération. Nous saluons ce mouvement et cette lutte. Au nom de la Ligue des Etats arabes, nous rendons hommage au Comité spécial contre l'apartheid pour son rapport. Nous sommes d'avis que l'imposition de sanctions est l'un des meilleurs moyens d'aider la lutte de libération nationale à réaliser son objectif suprême.

La séance est levée à 12 h 50.